



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante-douzième session

Rome, 25-26 avril 2001

RAPPORT D'ÉTAPE SUR LE PROGRAMME DE COOPÉRATION ÉLARGIE
FIDA/ONG

I. GÉNÉRALITÉS

1. A sa trente et unième session, en septembre 1987, le Conseil d'administration a approuvé l'établissement d'un programme de coopération élargie FIDA/ONG (PCE). Conçu comme un mécanisme destiné à fournir aux organisations non gouvernementales (ONG) un financement direct sous forme de dons, ce programme vise à renforcer, par une collaboration élargie avec ces organisations, le processus participatif dans les projets du FIDA et à les rendre ainsi plus adaptés aux besoins de son groupe cible – les ruraux pauvres. Dans cette optique générale, les activités appuyées par le PCE sont centrées principalement sur trois grands domaines:

- expérimenter de nouvelles techniques à appliquer dans les conditions agro-écologiques et socio-économiques qui sont celles des producteurs ruraux pauvres;
- expérimenter des méthodes/mécanismes institutionnels nouveaux dans divers secteurs et sous-secteurs du domaine du FIDA pour déterminer leur pertinence, leur acceptabilité et leur viabilité;
- établir des programmes de formation pour les bénéficiaires et le personnel de vulgarisation afin d'améliorer la gestion des ressources par la création de systèmes d'organisation plus efficaces reposant sur des organisations communautaires viables, comme les groupements d'agriculteurs, les associations d'irrigants et d'autres formes de réseaux à assise locale.

2. En outre, dans ces trois domaines, les projets PCE devraient fournir des prototypes et des instruments efficaces d'intervention dans le cadre de projets en cours ou futurs et devraient préparer le terrain pour de futurs investissements du FIDA.

3. Ce dispositif sert aussi à financer les consultations FIDA/ONG qui se tiennent périodiquement et les réunions du Comité directeur de ces consultations, établi en 1990, pour faciliter la préparation des consultations en contribuant, notamment, au choix des thèmes et à la rédaction des études de cas et de la documentation de base.



4. Pour pouvoir bénéficier d'un don, une ONG doit pouvoir prouver son authenticité et ses capacités, et le gouvernement du pays dans lequel se dérouleront les activités financées par le don PCE ne devrait pas avoir d'objection à leur réalisation par l'ONG bénéficiaire. Le Président a été autorisé par le Conseil d'administration à approuver des dons au titre du PCE aux ONG qualifiées à concurrence de 75 000 USD. Le Conseil d'administration a aussi demandé au Président de lui rendre compte chaque année des projets approuvés à ce titre.

5. Sur l'ensemble du programme de dons d'assistance technique du FIDA pour la période 1988-2000, 4,0% ont été alloués au PCE. Ce programme a pris de l'ampleur au fil des ans, passant de 330 000 USD en 1988 à 1 992 500 USD en 2000, avec un maximum de 2 210 500 en 2000.

6. L'efficacité du programme a fait l'objet d'examen internes périodiques. Dans cet ordre d'idées, le vérificateur interne des comptes et le Bureau de l'évaluation et des études ont examiné, à l'aide d'un audit réalisé en 1999 et d'une évaluation faite en 2000, les succès et les carences du PCE et ses procédures et ont identifié les questions de politique générale, de fonctionnement et de procédure à prendre en compte pour que le PCE contribue plus efficacement à la réalisation des nouveaux objectifs stratégiques du FIDA.

7. Les principaux domaines couverts par les deux études susmentionnées sont les suivants:

- a) portée, objectifs et orientations stratégiques du programme dans son ensemble, particulièrement sous l'angle des directives de la fiche de pilotage institutionnelle, du Plan d'action et du programme de reconfiguration des processus (PRP);
- b) bien-fondé du plafond des dons, fixé à l'origine à 75 000 USD;
- c) critères de sélection des ONG;
- d) procédures et directives opérationnelles pour l'élaboration, l'approbation, l'exécution et la supervision des projets;
- e) recours garantissant le respect des accords de dons par les ONG;
- f) mécanismes assurant un retour d'information et des communications appropriés entre le FIDA et ses ONG partenaires – bénéficiaires d'un financement PCE;
- g) exigences en matière de rapports;
- h) méthodes garantissant la collecte systématique des enseignements tirés et leur conversion en savoirs utiles;
- i) potentiel du PCE en tant qu'instrument du FIDA considéré comme un organisme de savoirs et un promoteur des innovations reproductibles;
- j) définition des rôles et des responsabilités en vue de la gestion efficace du programme.

8. Comme suite aux travaux ci-dessus, un groupe de travail interdépartemental a examiné les Procédures opérationnelles et les a remaniées en fonction des conclusions et recommandations des rapports d'audit et d'évaluation et en consultation avec tout le personnel concerné du FIDA. Les Procédures opérationnelles révisées établies par le groupe ont été approuvées par le Président sous forme de projet et sont soumises au Conseil d'administration à sa soixante-douzième session au titre du point 13 a) de l'ordre du jour, aux fins d'examen et d'approbation, s'il y a lieu.

9. S'il est incontestablement adapté aux priorités, stratégies et objectifs institutionnels et régionaux du FIDA, il importe de souligner que le PCE n'est qu'un des mécanismes de coopération avec les ONG. La plupart des ONG partenaires du FIDA sont associées à des projets financés par des prêts du Fonds aux gouvernements. En effet, sur les 559 ONG qui ont collaboré avec le FIDA dans ce domaine, seules 181 ont reçu des dons au titre du PCE.

10. La collaboration entre le FIDA et les ONG devrait être examinée dans le cadre plus large des partenariats du Fonds avec la société civile, dont les limites et les exigences se sont étendues

nettement ces dernières années, spécialement dans le contexte des objectifs de la fiche de pilotage institutionnelle, du Plan d'action et du PRP. Le FIDA étudie donc actuellement l'énoncé d'une politique exhaustive de collaboration avec les ONG et les organisations de la société civile. La nécessité d'une telle politique avait été jugée capitale par l'audit et l'évaluation du PCE. De plus, à la dixième Consultation FIDA/ONG, le FIDA s'était engagé, entre autres choses, vis-à-vis de ses partenaires ONG à définir cette politique.

II. ACTIVITÉS PCE/ONG EN 2000

11. Exception faite d'un don qui a servi principalement à financer la participation des ONG à la réunion du Comité directeur de la Consultation FIDA/ONG et d'un don qui a financé la dixième Consultation FIDA/ONG, 26 dons du PCE ont été approuvés pour un montant total de 1 760 000 USD. Les ONG elles-mêmes ont apporté, en espèces ou en nature, 1 450 221 USD. Le montant moyen des dons PCE en 2000 a été de 66 200 USD et 72% de tous les dons sont allés aux ONG du Sud.

12. Dans l'ensemble, les activités financées au titre du PCE en 2000 ont été centrées sur: i) le renforcement des capacités et le développement institutionnel; ii) la diversification de moyens de subsistance des populations rurales pauvres reposant sur les ressources naturelles à leur disposition; iii) le pilotage d'activités de redressement et de reconstruction après une crise; iv) la formation des bénéficiaires et v) la mise au point et/ou la diffusion de techniques de communication et d'information – une tendance nouvelle dans le financement au titre du PCE. Dans les domaines généraux précités, la promotion de la production agricole, l'organisation efficace des services financiers, le développement des entreprises rurales et l'établissement de filières de commercialisation ont figuré parmi les composantes courantes d'un grand nombre de dons PCE. Plusieurs projets PCE ont permis de répondre aux besoins spécifiques des populations autochtones, des femmes et des jeunes. La plupart des projets PCE étaient directement liés aux investissements en cours ou à venir du FIDA.

La dixième Consultation FIDA/ONG

13. La dixième Consultation FIDA/ONG, qui s'est déroulée à Pune, en Inde du 29 mai au 2 juin 2000, a été une excellente occasion de faire le point et de réfléchir aux partenariats du FIDA avec les ONG et d'autres organisations de la société civile. Le rapport complet de la Consultation est disponible au comptoir de distribution des documents du Conseil d'administration.

14. La Consultation avait pour thème "FIDA/ONG/gouvernements: partenariats tripartites en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire par le biais de projets et programmes". Elle a réuni les représentants de 41 ONG provenant de pays en développement et de pays dont l'économie est en transition, d'Europe et d'Amérique du Nord ainsi que des fonctionnaires des pays en développement et des membres du personnel du FIDA.

15. Le choix de ce thème reposait sur le constat suivant: les investissements dans la lutte contre la pauvreté sont plus adaptés aux besoins et plus durables quand on appuie davantage la planification décentralisée et l'administration des services publics, quand on fait participer la communauté à la planification des ressources publiques et quand on l'associe directement aux activités visant à répondre à ses besoins. Ce sont là des domaines où le Fonds intervient de plus en plus souvent, où de nombreuses ONG ont acquis une longue expérience et où il est essentiel d'avoir le soutien du secteur public pour pouvoir travailler dans de bonnes conditions sur le plan de la politique générale et des institutions.

16. Les débats se sont fondés sur cinq études de cas concernant des projets du FIDA dans lesquels les ONG avaient joué un grand rôle et sur un document de synthèse reprenant les conclusions des études de cas et les problèmes rencontrés.



17. Les documents de référence soulignaient plusieurs aspects positifs de la participation des ONG aux activités du FIDA, notamment le développement institutionnel au niveau local et la prestation efficace de services, deux constantes. Ils concluaient néanmoins que le cadre dans lequel le FIDA et les ONG collaborent ne permet pas d'exploiter pleinement les possibilités de chacun des partenaires.

18. Il a été unanimement reconnu que, dans le passé, la collaboration FIDA/ONG avait trop privilégié les stratégies et activités propres au FIDA, et ce essentiellement par le biais d'arrangements contractuels régissant la participation des ONG. Il a été reconnu en outre que l'étroitesse de cette optique et ces arrangements n'avaient pas permis aux ONG de contribuer au mieux de leurs possibilités à la lutte contre la pauvreté – au-delà de la portée de chacun des projets. Cela n'avait pas non plus incité pleinement ces organisations à façonner avec le FIDA une vision commune de la pauvreté, à définir les solutions et à les mettre en œuvre. La Consultation a demandé à l'unanimité qu'on insiste davantage sur la reconnaissance conceptuelle des intérêts communs dans le développement et à partir de là, sur la formation de partenariats plus particulièrement engagés dans les processus conduisant à l'autonomisation et l'enrichissement au niveau local, au développement politique et institutionnel et à l'acquisition et au partage des savoirs. Il convient de noter que ces grands domaines d'action coïncident avec ceux qui ont été retenus par le Plan d'action, la fiche de pilotage institutionnelle et le PRP comme étant ceux où le FIDA doit s'engager davantage.

19. Les participants à la Consultation ont aussi recommandé que l'on renforce la tendance récente à associer de plus près les ONG à l'élaboration des stratégies nationales et régionales, aux évaluations des activités du FIDA et aux consultations entre plusieurs parties prenantes sur la conception et la formulation du projet. Il faudrait envisager d'adopter des instruments financiers novateurs pour exploiter au maximum les possibilités offertes par la participation et la contribution des ONG.

20. Comme on l'a vu plus haut, il est clair que le FIDA doit formuler une politique bien étudiée pour sa collaboration avec les ONG et les organisations de la société civile. Dans cet esprit, il faudra prendre en considération bon nombre des questions soulevées et des recommandations formulées lors de la Consultation et leur faire une place, le cas échéant, dans cette politique.

Appui institutionnel et renforcement des capacités

21. Selon la tendance suivie ces dernières années, un grand nombre de dons PCE serviront à financer les activités des ONG tendant à renforcer les capacités des bénéficiaires et de leurs organisations/institutions.

22. En Guinée, par exemple, le Centre africain de formation pour le développement (CENAFOD) expérimentera et évaluera trois méthodes de renforcement des capacités et de développement institutionnel pour déterminer le type d'organisation le plus propice aux méthodes participatives qu'il convient de mettre en place pour réaliser les activités dues à l'initiative des bénéficiaires dans le prochain programme participatif de développement rural en Haute-Guinée (PPDR-HG).

23. Un autre don PCE, en Gambie, renforcera les capacités de la toute nouvelle organisation faîtière, la *National Women Farmers Association* (NAWFA), qui regroupe les 72 associations de cultivateurs de sésame (SGA) du pays. La NAWFA sera renforcée pour établir des liens organiques entre les SGA et le réseau des caisses villageoises d'épargne et de crédit afin de faciliter l'accès des groupements de femmes aux services financiers ruraux. Ce projet PCE contribuera à l'exécution du projet de financement rural et d'initiatives communautaires qui vise à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ménages en augmentant la production agricole et extra-agricole par un meilleur accès aux services financiers et la réalisation efficace des activités des groupements d'hommes et de femmes.



24. En Éthiopie, l'Association des institutions éthiopiennes de microfinancement (AEMFI) recevra un soutien au titre du PCE pour se doter de la capacité de i) dresser l'inventaire des activités de microfinancement en Éthiopie; ii) organiser la formation et des visites d'échange pour les communautés rurales; iii) promouvoir la concertation entre institutions de microfinancement (MFI) et décideurs, donateurs et secteur public, et iv) élaborer une stratégie d'ensemble pour améliorer les connaissances et les moyens institutionnels des MFI éthiopiennes afin qu'elles puissent continuer à long terme à proposer des services financiers aux ruraux pauvres.

25. Le Collège de développement rural/Centre pour le développement intégré de l'agriculture (CORD/CIAD) de Chine recevra un financement au titre du PCE en vue de formuler une méthodologie participative efficace pour l'exécution, l'évaluation et la mesure de l'impact d'un certain nombre de projets du FIDA en cours d'exécution dans le pays.

26. Une ONG suisse, la *Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete* (SAB) (Centre suisse pour les régions montagneuses) aidera à établir un réseau des montagnes du Caucase pour appuyer: i) l'exécution du programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres d'Azerbaïdjan et de Géorgie, du FIDA, récemment approuvé, et ii) la formulation d'un éventuel programme de collaboration régionale entre les deux zones du programme précité, actuellement à l'étude. La SAB, qui a une longue expérience du travail de développement auprès des populations rurales montagnardes, financera 75% de ce programme PCE.

27. Au Yémen, la *Worldview International Foundation* (WIF) a reçu un don PCE pour appuyer les unités de gestion de quatre projets en cours financés par le FIDA dans le pays et les rendre capables d'offrir à leurs groupes cibles des services de vulgarisation et de communication. Ce projet PCE améliorera l'impact des projets en cours et fournira en outre des enseignements précieux pour les activités futures du FIDA dans le pays.

Diversification et amélioration des moyens de subsistance ruraux

28. Étant donné la faible productivité et la fragilité écologique de la base des ressources naturelles d'un grand nombre de ruraux pauvres vivant dans des zones marginales, le FIDA étudie la possibilité d'établir des systèmes de production différents et diversifiés fondés sur une approche intégrée de la gestion des ressources naturelles et de la commercialisation.

29. Un don PCE à une ONG du Zimbabwe, *Southern Alliance for Indigenous Resources* (SAFIRE), vise précisément à explorer les perspectives et possibilités d'élaboration d'un programme régional dans les pays de l'Afrique australe (Botswana, Malawi, Namibie, Zambie et Zimbabwe) pour la fabrication et la commercialisation de produits tirés des ressources naturelles, aux niveaux mondial et régional.

30. La diversification et la commercialisation de la production font également l'objet du don PCE à la *Fundación San Cristobal* au Chili qui vise à promouvoir la production et la commercialisation des fruits et légumes dans les communautés rurales de la région de Villarrica où il y a une très forte concentration de peuples indigènes (Mapuche).

31. Le développement de l'écotourisme à assise communautaire offre lui aussi des perspectives attrayantes pour diversifier et améliorer les moyens de subsistance des ruraux, et le financement au titre du PCE convient pour faire l'essai de ce genre d'activités et les piloter. Deux dons ont été accordés en 2000 à cette fin. Un don au *Caribbean Natural Resources Institute* (CANARI) financera la réalisation d'un programme multinational encourageant la gestion des ressources naturelles et l'écotourisme dans les îles de la Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines.



32. Le développement du tourisme pour accroître les possibilités d'emploi local à San Martin de Porras, au Pérou, est aussi le but d'un don PCE à *Poqen Kanchay*, une ONG locale spécialisée dans l'élaboration de projets novateurs visant à améliorer les revenus des populations indigènes du pays. Par la restauration d'un site archéologique local susceptible d'attirer les touristes, Guillarumiyoc, le projet ouvrira aussi la voie à l'installation de plusieurs micro-entreprises rurales liées au tourisme: facilités de logement pour les touristes, fabrication de vente d'objets de l'artisanat local et promotion de la cuisine et des aliments typiques de l'ethnie. Ce projet est une expérience novatrice qui donnera des indications sur les méthodes par lesquelles les communautés pauvres peuvent valoriser leur environnement et leur patrimoine culturel. Le fait que *Popen Kanchay* assume 65% des coûts du projet et ait mobilisé 5% auprès de la communauté montre que celle-ci se prend en charge et fait preuve d'initiative et de persévérance.

Appui aux minorités autochtones et ethniques

33. Outre les deux projets ci-dessus de promotion de l'écotourisme pour diversifier les moyens de subsistance de la population indigène, deux autres projets PCE permettant d'expérimenter des interventions novatrices en vue d'obtenir des indications utiles pour la conception et l'exécution des projets de développement en faveur des communautés indigènes et ethniques, financés au titre des prêts.

34. La *Federación de Tribus Indígenas Xicaques de Yoro* (Fédération des tribus Xicaque de Yoro) (FETRIXY), au Honduras, appuiera les activités productives de 500 familles indigènes en créant six caisses de crédit et d'épargne rurales et en assurant la formation nécessaire à la conduite d'activités rémunératrices plus respectueuses de l'écosystème. En visant les tribus les plus pauvres et les plus isolées du département de Francisco Morazan au Honduras, ce projet doit expérimenter et évaluer une méthode de financement rural participatif pour le projet de Fonds national de développement durable en milieu rural (FONADERS), financé par le FIDA, dont la seconde phase est en cours de formulation.

35. Au Chiapas (Mexique), l'*Organización de Médicos Indígenas del Estado de Chiapas* (OMIECH) (Organisation des médecins indigènes de l'État de Chiapas) a reçu un petit don PCE pour établir un jardin d'herbes médicinales maya qui pourra satisfaire les importants besoins sanitaires des groupes ethniques indigènes du Chiapas. Plus important encore, les savoirs fournis par le projet serviront aux projets en cours du FIDA comme le programme de développement agricole pour la région occidentale (PLANDERO) au Honduras et le projet de développement des communautés rurales marginales de la région de l'ixtle (IXTLERA) au Mexique, qui comportent tous deux la culture de plantes médicinales pour satisfaire les besoins des bénéficiaires et être pour eux une source de revenus supplémentaires.

Relèvement et développement après une crise

36. Trois dons PCE sont centrés sur le relèvement et le développement après une crise. Le premier, alloué à la *Deutsche Welthungerhilfe* (DWWH) (Action allemande contre la faim) financera des activités dans la région du Nord Kivu dans la République démocratique du Congo, région qui était auparavant grosse productrice de nourriture et qui souffre aujourd'hui d'une grande pauvreté rurale et de disette. Cette ONG, spécialisée depuis longtemps dans les interventions d'urgence et de relèvement, réalisera un certain nombre d'activités visant à accroître la production de cultures vivrières de base, principalement le manioc. En outre, par l'introduction de techniques adaptées de transformation des produits agricoles, elle aidera à diversifier les revenus ruraux et à réduire la charge de travail des femmes. Le don appuiera aussi la réfection des routes rurales les plus importantes.

37. Un deuxième don à *World Vision International*, aidera à rétablir les systèmes de subsistance de 800 familles rurales à faibles revenus du district de Bobonaro au Timor oriental. Centré sur



l'aménagement de micro bassins versants, ce projet mobilisera les groupements de villageois et les communautés locales et créera des groupes féminins d'entraide pour le développement communautaire et la commercialisation des produits locaux, ce qui aidera à diversifier et mieux utiliser les ressources dans le bassin versant.

38. Le principal objectif du troisième don PCE visant au relèvement et au développement au sortir d'une crise consiste à renforcer les capacités des ONG de district en raison de leur forte participation à l'exécution du programme de développement intégré participatif en zone non irriguée dans le contexte de l'après-crise (PIDRA) en Indonésie, approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en mai 2000.

Activités de formation

39. Au Tchad, le Secours catholique de développement (SECADEV) assurera l'alphabétisation fonctionnelle et la formation administrative et technique des chefs de village et des membres des groupes et organisations d'agriculteurs pour renforcer leur capacité à exécuter le projet de sécurité alimentaire au Nord-Guéra – phase II (PSANG II) financé par le FIDA. La plupart des groupements et organisations participant au projet PCE, après avoir atteint un certain niveau de compétence, assumeront pleinement la responsabilité de la gestion de PSANG II d'ici la troisième année du projet.

40. Un don PCE à l'*Associazione per la Solidarietà Internazionale in Asia* (ASIA) (Association pour la solidarité internationale en Asie), une ONG italienne, contribuera au développement économique et social des communautés tibétaines dans la préfecture de Hainan par l'organisation de cours intensifs d'anglais, d'informatique et de méthodes pédagogiques pour les enseignants tibétains.

Renforcement du poids économique des femmes et des jeunes

41. La *Young Men's Christian Association* (YMCA) donnera à quelque 500 femmes rurales pauvres de villages reculés du Nord du Liban une formation en artisanat familial et établira un petit système de crédit renouvelable pour répondre à leurs besoins. Les crédits seront accordés aux femmes ayant bénéficié des activités de formation et organisées en coopératives. Les activités du projet financé au titre du PCE viendront compléter le projet de remise en état et de modernisation d'ouvrages d'irrigation (IRPM) financé par le FIDA et en cours d'exécution dans le pays.

42. En Côte d'Ivoire, l'Association française des volontaires du progrès (AFVP) améliorera les conditions de vie des femmes et des jeunes ruraux dans le département de Katolia à l'aide de méthodes de planification participatives en encourageant les initiatives locales en horticulture et micro-irrigation. Ces méthodes seront ensuite appliquées au projet d'appui aux petits producteurs maraîchers (PPMS) récemment approuvé.

43. De même, au Maroc, le renforcement du poids économique des femmes et des jeunes au chômage en milieu rural est l'objectif général d'un autre don PCE accordé à la Fondation pour le développement local et le partenariat (FONDEP). FONDEP, qui financera 40% du coût total du projet, créera une caisse de crédit pour fournir les services financiers qui permettront aux bénéficiaires d'entreprendre des activités rémunératrices ou de mettre sur pied des micro-entreprises rurales. Ce projet financé au titre du PCE sera directement lié à l'exécution du projet de développement rural les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz financé par le FIDA.

44. La mise au point de méthodes visant à intégrer la problématique hommes-femmes dans les futurs projets de sécurité alimentaire au Kenya est l'objectif global d'un don PCE à *World Vision International* (Kenya). Ce projet financé au titre du PCE sera réalisé en collaboration avec le projet d'horticulture et de cultures vivrières traditionnelles dans la province orientale financé par le FIDA dans ce pays.



Introduction de technologies de communication/information

45. Le développement et la mise en œuvre de technologies d'information et de communication et l'établissement de réseaux pour répondre correctement aux besoins spécifiques des communautés rurales pauvres, spécialement celles qui vivent dans des environnements marginaux, représente l'un des défis majeurs de bon nombre de pays en développement.

46. *Partners in Rural Development* recevra un soutien PCE pour établir un réseau régional d'information, le *Southern Africa Drought Technology Network* (SAD-NET), qui reliera les sources d'information sur la production vivrière à petite échelle, la gestion de l'environnement, la réduction de la vulnérabilité et la commercialisation en milieu rural avec les praticiens du développement et les communautés rurales des régions exposées à la sécheresse en Afrique australe. Cette activité régionale fera mieux comprendre comment les technologies d'information et de communication peuvent profiter aux petits agriculteurs et aux communautés rurales de la région.

47. Au Nigéria, la *Food Basket Foundation International* (FBFI) créera un système de collecte et de diffusion de l'information susceptible de fournir régulièrement une documentation sur la situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans un grand nombre de communautés ciblées. Les gestionnaires de projets et les décideurs se serviront de ces données pour repérer précocement les populations rurales les plus menacées par la disette et la malnutrition. On peut espérer que cette information déclenchera rapidement une intervention appropriée en cas de crise alimentaire. L'un des principaux éléments de ce projet est la promotion de partenariats entre les ONG, les organisations communautaires, et les organismes gouvernementaux pour mettre les ressources en commun et obtenir un impact maximal. Ce projet financé au titre du PCE devrait renforcer et améliorer l'efficacité et la durabilité de certaines activités du FIDA au Nigéria.

Appui à la Convention sur la lutte contre la désertification (CCD)

48. Selon l'usage des années précédentes consistant à soutenir grâce au PCE les activités liées à la CCD, un don à *EarthAction-US* financera un certain nombre d'activités et l'organisation de diverses manifestations aux États-Unis pour appeler l'attention sur les problèmes soulevés dans le monde par la sécurité alimentaire, la dégradation des terres et la rareté de l'eau et pour renforcer l'engagement politique de ce pays en faveur de l'application de la Convention.

III. TRAITS SAILLANTS DES PROJETS PCE EN COURS D'EXÉCUTION EN 2000

49. Un certain nombre de projets PCE en cours d'exécution en 2000 ont donné des résultats encourageants, sur le plan des objectifs atteints et des enseignements utiles pour les projets financés au titre des prêts.

50. Ainsi, l'ONG guinéenne CENAFOD, qui a reçu un don PCE en juillet 2000, a commencé immédiatement à travailler dans les trois communes de la région et a déjà expérimenté trois méthodes utilisant trois points d'entrée différents (organisations communautaires, village et commune) pour la conception et l'exécution d'activités dues à l'initiative des bénéficiaires selon une démarche participative et axée sur la demande. L'évaluation des résultats est en cours. Ses conclusions seront examinées lors d'un atelier des intéressés, dont les recommandations seront incorporées au manuel des procédures du PPDR-HG. Ceci fait, le programme financé au titre du mécanisme flexible de financement pourra commencer sur le terrain. Ses activités comprendront des investissements dans les infrastructures sociales et productives pour renforcer la capacité des ménages pauvres à exercer des activités rémunératrices de matières diverses et appuyer la création d'associations de services financiers viables en milieu rural.



51. Comme on l'a vu plus haut, dans le cadre de la recherche par le FIDA de sources supplémentaires de revenus pour les pauvres dans les zones marginales de l'Afrique australe, un don PCE à l'ONG SAFIRE du Zimbabwe en 2000 lui a permis de travailler avec un certain nombre d'ONG de la région pour étudier les chances de réussite d'un programme régional visant à promouvoir le développement et la commercialisation de produits tirés des ressources naturelles. De grands progrès ont déjà été faits.

52. S'appuyant sur l'analyse préliminaire par SAFIRE des problèmes et perspectives liés au développement et à la commercialisation de produits naturels par les communautés, une mission de quatre consultants a été envoyée en août 2000 au Botswana, au Malawi, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe, en vue d'étudier avec les principaux organismes actifs dans ces pays (surtout des ONG) les problèmes actuels qui entravent le développement de ces activités dans les communautés et les solutions éventuelles, tant au niveau local que national ou mondial.

53. Suite à la mission, une réunion d'affaire s'est tenue en novembre 2000 à Harare avec 30 représentants des ONG intéressées. Elle a étudié les moyens pratiques de lever les obstacles locaux auxquels se heurtent les producteurs des communautés.

54. Un consensus remarquable s'est dégagé sur l'opportunité de poursuivre les différentes activités de fabrication des produits naturels au niveau de la communauté, spécialement par la promotion de formes appropriées d'associations de producteurs et des efforts concertés et systématiques en matière de fabrication et de commercialisation des produits naturels afin d'intégrer les producteurs marginaux dans les circuits commerciaux. Les participants ont conclu qu'il existait un fossé institutionnel entre les fabricants de produits naturels basés dans la communauté, d'une part, et les intérêts commerciaux en matière de produits naturels, les clients nationaux et internationaux, les organismes du secteur public, les organismes de développement et les donateurs, d'autre part. Le groupe s'est donc engagé à combler cette lacune institutionnelle en créant et en appuyant une association commerciale consacrée aux produits naturels dont les membres fondateurs seront les ONG des cinq pays, qui constitueront rapidement un organisme entièrement indépendant ouvert à tous les intéressés.

55. La fondation de cette institution, la *Southern Africa Regional Natural Products Trade Association* (SANProTA), est en cours et son lancement est prévu pour avril 2001. Un groupe de direction intérimaire est déjà constitué, les statuts font l'objet d'une proposition et on essaie de doter le groupe de la personnalité juridique.

56. Selon les estimations préliminaires, le coût total des quatre premières années de fonctionnement de SANProTA s'élèvera à 3,5 millions de USD environ. Le FIDA envisage actuellement de fournir un don d'assistance technique à l'appui de cette Association pour la faire démarrer et encourager l'apport de contributions financières externes. Le Département pour le développement international (DFID), l'Agence danoise d'assistance internationale au développement (DANIDA) et l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) ont déjà fait part de leur intérêt et envisagent de cofinancer ce projet.

57. À Madagascar, le FIDA a accordé en décembre 1999 un don PCE/ONG à une ONG locale, l'Association Hevitra Maro et Kiomba (AHM), qui devait faire une étude visant à définir les mécanismes de ciblage des ménages pauvres et d'intégration de la problématique hommes-femmes dans toutes les activités réalisées dans le cadre du projet de mise en valeur du Haut Bassin du Mandraré (PHBM) financé par le FIDA. Ce don avait également pour objectif capital d'assurer la participation active des ménages et communautés à la conception de la seconde phase de ce projet qui était alors proposée. Le don PCE/ONG à l'AHM faisait suite à l'évaluation à mi-parcours du PHBM, qui avait souligné la nécessité de mieux comprendre l'environnement socioculturel dans lequel le projet était exécuté pour expliquer pourquoi il avait été difficile de réussir à cibler les ménages et les femmes pauvres.



58. L'AHM a entrepris cette étude avec l'avantage d'être une ONG locale connaissant bien les autochtones ainsi que l'environnement social, culturel et commercial dans lequel ce projet était réalisé. En outre, elle était familière du projet et de ses objectifs, étant un prestataire de services dans le projet. D'un autre côté, ce rôle aurait pu aussi affaiblir sa position et l'entraîner à composer du fait qu'elle avait été chargée par contrat de l'organisation des communautés/la formation des groupements et du renforcement des capacités pour ce même projet et qu'elle remplissait encore cette tâche. L'ONG a cependant réussi à ne pas se laisser influencer par ses propres intérêts et elle a réalisé une étude équilibrée (en réalité une auto-évaluation), qui met en évidence les principaux obstacles à un bon ciblage des ménages et femmes pauvres et propose des moyens de les surmonter.

59. L'AHM a été fortement appuyée par le Gouvernement malgache tant pendant la préparation du don que pendant la phase d'exécution des activités et les résultats de l'étude sont le fruit des efforts conjugués d'un partenariat quadripartite entre le Gouvernement, le FIDA, l'ONG et les bénéficiaires. Ce processus atteste l'utilité des partenariats et de la collaboration entre parties prenantes dans l'élaboration des projets visant à répondre aux besoins de ceux qui sont les intéressés en dernier ressort – les ruraux pauvres.

60. Le rapport de l'AHM a permis de mieux comprendre l'environnement socioculturel dans lequel le projet est exécuté. Il a aussi permis de mieux définir les priorités de développement retenues par les divers secteurs de la communauté (autorités locales, ménages ruraux et femmes). Il a été un important document de référence pour la formulation de la seconde phase du PHBM, qui a été approuvée depuis par le Conseil d'administration du FIDA et dont les arrangements d'exécution sont en cours d'élaboration.

Don par région et par pays	USD	DTS	Cofinancement ONG	Bénéficiaire/ pays
AFRIQUE I				
Projet de sécurité alimentaire au Nord-Guéra - Phase II (Tchad)	75 000	57 898	11 097 (13%)	Secours catholique de développement (SECADEV) – Tchad
Projet d'appui au développement du jardinage et de la micro-irrigation dans le Département de Katiola (Côte d'Ivoire)	75 000	58 211	21 760 (22%)	Association française des volontaires du progrès (AFVP) – Côte d'Ivoire
Projet de développement rural dans le Nord-Kivu (République démocratique du Congo)	75 000	58 215	55 000 (42%)	<i>Deutsche Welthungerhilfe</i> (DWWH) (Action allemande contre la faim) – Allemagne
Projet de financement rural et d'initiatives communautaires (Gambie)	50 000	38 392	-	<i>National Women Farmers Association</i> (NAWFA) - Gambie
Programme participatif de développement rural en Haute-Guinée (Guinée)	45 000	34 024	-	Centre africain de formation pour le développement (CENAFOD) – Guinée
Partenariats avec la société civile à l'appui du système d'information à assise communautaire sur l'alimentation et la nutrition des ménages ruraux en vue d'améliorer la situation nutritionnelle des groupes vulnérables (Nigéria)	72 500	55 996	7 500 (9%)	<i>Food Basket Foundation International</i> (FBFI) – Nigéria
AFRIQUE II				
Appui et prestation de services financiers pour les ruraux pauvres en Éthiopie (Éthiopie)	75 000	57 898	25 000 (25%)	Association des institutions éthiopiennes de microfinancement (AEMFI) – Éthiopie
Projet pilote de promotion de la femme et de sécurité alimentaire à Makueni (Kenya)	75 000	58 083	15 000 (17%)	<i>World Vision International</i> (WVI) (Kenya) - Kenya
Réseau de technologie de lutte contre la sécheresse en Afrique australe (SAD-NET) (projet régional)	75 000	57 927	137 300 (65%)	<i>Partners in Rural Development</i> (PRD) – Canada



Don par région et par pays	USD	DTS	Cofinancement ONG	Bénéficiaire/ pays
Formulation d'un projet pour le développement et la commercialisation de produits tirés de ressources naturelles en Afrique australe (Zimbabwe)	75 000	56 953	7 850 (9%)	<i>Southern Alliance for Indigenous Resources (SAFIRE)</i> – Zimbabwe
ASIE				
Méthode participative pour la planification, l'exécution et l'évaluation d'impact de projets choisis du FIDA (Chine)	75 000	57 658	-	Le Collège de développement rural/Centre pour le développement intégré de l'agriculture (CORD/CIAD) de l'Université d'agronomie de Chine – Chine
Formation de formateurs tibétains de la Préfecture de Hainan dans la province de Quinghai à l'anglais et à l'informatique (Chine)	50 000	37 549	14 000 (22%)	<i>Associazione per la Solidarietà Internazionale in Asia (ASIA)</i> (Association pour la solidarité internationale en Asie) – Italie
Projet du bassin hydrographique du Bobonaro (Timor oriental)	74 500	57 549	55 500 (22%)	<i>World Vision International (WVI)</i> – Suisse
Don supplémentaire pour un atelier sur les pratiques optimales dans les processus participatifs de conception, exécution et évaluation des projets (Inde)	10 000		-	Coalition des ONG d'Asie pour la réforme agraire et le développement rural (ANGOC) – Philippines
Renforcement des capacités à l'appui de la réalisation d'un programme de développement intégré participatif en zone non irriguée dans le contexte de l'après-crise (Indonésie)	75 000	57 935	7 494 (9%)	Principales ONG: <i>Yayasan Bina Swadaya</i> (Fondation pour l'accompagnement vers l'autosuffisance). <i>Pusat Pengembangan Sumberdaya Wanita (PPSW)</i> (Centre pour l'intégration de la femme au développement), <i>Yayasan Swadaya Membangun (YSM)</i> – Indonésie
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES				
Production de fruits et légumes dans les communautés rurales à fortes concentrations de populations indigènes (Mapuche) de la région de Villarrica (Chili)	75 000	58 441	40 000 (35%)	<i>Fundación San Cristóbal</i> – Chili



Don par région et par pays	USD	DTS	Cofinancement ONG	Bénéficiaire/ pays
Création d'un jardin d'herbes médicinales maya au Chiapas (Mexique)	15 000	11 782	206 000 (92%)	<i>Organización de Médicos Indígenas del Estado de Chiapas (OMIECH)</i> (Organisation des médecins indigènes de l'État de Chiapas) – Mexique
Nouvelles activités rémunératrices: agrotourisme à Quillarumiyoc (Pérou)	60 000	46 071	54 000 (27%)	<i>Poqen Kanchay</i> – Pérou
Établissement de nouveaux systèmes de financement pour les tribus Tolupán (Honduras)	40 000	30 714	-	<i>Federación de Tribus Indígenas Xicaques de Yoro (FETRIXY)</i> (Fédération des tribus Xicaque de Yoro)– Honduras
Tourisme à assise communautaire pour le développement rural: Essai et diffusion de nouvelles approches dans les Îles sous-le-Vent (Îles sous-le-Vent)	66 500	51 135	39 520 (37%)	<i>Caribbean Natural Resources Institute (CANARI)</i> – Sainte-Lucie
PROCHE-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD				
Établissement du réseau des montagnes du Caucase (Azerbaïdjan)	70 000	54 072	300 000 (75%)	<i>Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete (SAB)</i> (Centre suisse pour les régions montagneuses) – Suisse
Établissement du réseau des montagnes du Caucase (Géorgie)	70 000	54 072	300 000 (75%)	<i>Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete (SAB)</i> – Suisse
Activités rémunératrices et sécurité alimentaire pour les ménages ruraux pauvres du Nord Liban (Liban)	75 000	57 046	20 500 (19%)	<i>Young Men's Christian Association (YMCA)</i> – Liban
Programme pilote pour la promotion des activités rémunératrices (Maroc)	75 000	58 489	55 200 (43%)	Fondation pour le développement local et le partenariat (FONDEP) – Maroc
Renforcement des communications pour appuyer l'exécution des projets (Yémen)	75 000	58 717	77 500 (51%)	<i>Worldview International Foundation (WIF)</i> - Sri Lanka



Don par région et par pays	USD	DTS	Cofinancement ONG	Bénéficiaire/ pays
DÉPARTEMENT POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET STRATÉGIE DE MOBILISATION DE RESSOURCES				
Projet de campagne de sensibilisation à la sécurité alimentaire et à la désertification pour le compte de la <i>United States Coalition for the United Nations Convention to Combat Desertification</i> (États-Unis)	75 000	57 779	-	<i>EarthAction-US</i> - États-Unis
Réunion du groupe consultatif FIDA/ONG	20 000	14 918	n/a	Réunion, 30-31 mars 2000
Dixième Consultation FIDA/ONG - Pune, Inde	220 000	107 072	4 549	Réunion, 29 mai - 2 juin 2000

Titre et n° du don: Dixième Consultation FIDA/ONG, Pune 2000
FIDA/ONG/gouvernements: partenariats tripartites en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire par le biais de projets et programmes (n° 172)

Montant du don du FIDA 220 000 USD

Objectifs et activités:

La dixième Consultation FIDA/ONG s'est tenue à Pune, en Inde, du 29 mai au 2 juin 2000, avec la participation de 35 ONG de pays en développement et à économie en transition, six ONG d'Europe et d'Amérique du Nord, huit fonctionnaires de pays en développement, 15 membres du personnel du FIDA et un certain nombre d'invités et d'orateurs spéciaux. (Le rapport intégral de la Consultation est disponible auprès de l'Unité ONG et au comptoir de distribution des documents lors de la soixante-deuxième session du Conseil d'administration, avril 2001).

Le thème "FIDA/ONG/gouvernements: partenariats tripartites en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire par le biais de projets et programmes" avait été choisi parce qu'on avait constaté que pour rendre les investissements de développement destinés à la lutte contre la pauvreté mieux adaptés et plus durables, il fallait appuyer davantage la planification décentralisée et l'administration des services publics, faire participer la communauté à la planification des ressources publiques et la faire intervenir directement dans les activités répondant à ses besoins. Ce sont là des domaines dans lesquels le FIDA apporte un appui croissant, où de nombreuses ONG ont des années d'expérience et où il est indispensable d'obtenir le soutien du gouvernement pour créer un environnement politique et institutionnel propice.

La teneur thématique de la Consultation provenait de cinq études de cas de projets du FIDA auxquels les ONG avaient largement participé (une par région géographique du FIDA). Ces études, menées par des consultants indépendants, avaient donné lieu à des visites sur le terrain et des consultations avec le personnel du projet, les bénéficiaires, les représentants du gouvernement, les ONG et le personnel du FIDA.

Un document de synthèse résumant les conclusions des études de cas et les questions soulevées avait également été rédigé. (Les études de cas et le document de synthèse sont aussi disponibles auprès de l'Unité ONG.)

La première partie de la Consultation a été consacrée à l'examen des études de cas et du document de synthèse et à la formulation de recommandations pour l'avenir. Lors de la première partie des débats, les participants étaient invités à examiner et évaluer les attitudes concrètes, les attentes, les instruments, les mécanismes et les règlements concernant la conception, l'exécution et l'évaluation des projets et programmes. Ils devaient aussi trouver les facteurs qui pourraient entraver la formation de partenariats fructueux, fondés sur les atouts et avantages comparatifs que chaque partenaire peut apporter à la réalisation d'opérations adaptées et nécessaires aux pauvres. Les groupes devaient aussi faire des recommandations concrètes au sujet des changements qui faciliteraient la formation de ces partenariats.

Lors d'une deuxième et brève série d'entretiens en groupe, on s'est attaché à définir les problèmes strictement régionaux ou nationaux.

La dernière série des débats est allée au-delà des projets et programmes pour examiner la pauvreté dans une optique plus large et s'attacher aux objectifs fixés à tous les partenaires pour faire reculer la pauvreté dans le monde. Dans cet esprit, les participants ont débattu des obstacles auxquels se



ANNEXE

heurtent toutes les parties prenantes lorsqu'elles s'efforcent de nouer des alliances et partenariats plus vastes, de s'engager dans la concertation et le développement institutionnel et de s'occuper de la gestion des savoirs et de la bonne gouvernance. Une séance de réflexion s'est tenue sur la base d'un exposé du FIDA intitulé "Les défis et tâches qui nous attendent". À l'issue de cette séance, les participants se sont répartis en groupes de travail pour se pencher sur trois thèmes importants émanant de l'exposé: i) les processus d'autonomisation et d'enrichissement au niveau local; ii) les processus de développement politique et institutionnel, et iii) les processus de gestion et de partage des savoirs.

La dernière séance de la Consultation a été consacrée à la recherche d'un consensus sur ces grands domaines importants du programme plus vaste de la lutte contre la pauvreté et à la rédaction d'une déclaration unifiée sur la façon d'aller de l'avant en renforçant et en enrichissant la collaboration et les partenariats pour agir avec efficacité dans ces domaines.

La Consultation s'est terminée par une séance informelle du soir consacrée au Rapport du FIDA sur la pauvreté rurale.

Le programme comportait aussi une visite sur le site du projet de crédit rural dans le Maharashtra, qui faisait l'objet d'une des études de cas. Cette visite a été pour les participants l'occasion de s'entretenir avec les agents du gouvernement, les communautés villageoises et les groupes d'entraide.

Les travaux et recommandations de la Consultation apporteront une contribution précieuse à la formulation de la politique de collaboration entre le FIDA et les ONG qui est à l'étude actuellement.

Pays, titre et n° du don:	Zimbabwe: Formulation d'un projet pour le développement et la commercialisation de produits tirés des ressources naturelles en Afrique australe (n° 173)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	7 850 USD
Nom de l'ONG:	Southern Alliance for Indigenous Resources (SAFIRE) – Zimbabwe

Objectifs et activités:

Dans les terres marginales de l'Afrique australe, la pression démographique, l'irrégularité des précipitations et, bien souvent, des méthodes de culture non durables, ont contribué à altérer l'intégrité écologique d'une bonne partie des terres cultivées. De ce fait, les habitants ruraux de ces régions se trouvent souvent enfermés dans le cercle vicieux d'une pauvreté croissante et d'une dégradation progressive de l'environnement.

On pense généralement que les communautés rurales des terres marginalisées d'Afrique australe peuvent améliorer sensiblement leurs moyens de subsistance par la mise en place d'un système de production différent et diversifié fondé sur une approche intégrée de la gestion et de la commercialisation des ressources naturelles. Des tentatives limitées ont déjà été faites dans cette voie, mais aucune n'avait une ampleur suffisante pour être efficace. Dans l'ensemble, il faudrait un investissement important pour développer des produits à partir des ressources naturelles, étudier les liens existants et potentiels avec les marchés et les possibilités de vente de ces produits et pour rechercher, le cas échéant, les synergies et les économies d'échelle nécessaires à leur production.

Le présent projet PCE vise précisément à lancer une initiative de ce genre en: i) faisant la synthèse des connaissances, expériences et enseignements tirés dans le domaine de la commercialisation et du développement des produits tirés des ressources naturelles, tant à l'échelon mondial que régional; ii) évaluant l'importance des marchés existants, des sources d'approvisionnement, des initiatives de développement et de commercialisation de ces produits en Afrique australe ou ailleurs s'ils sont intéressants pour l'Afrique australe, et iii) recensant les lacunes et besoins à combler par l'établissement d'un réseau régional de commercialisation et de développement de ces produits.

SAFIRE, une ONG du Zimbabwe, formulera une proposition pour le développement et la commercialisation de produits fabriqués à partir des ressources naturelles (provenant très probablement de forêts ne fournissant pas de bois d'œuvre et du veld) en vue d'obtenir un financement au titre des dons d'assistance technique pour la recherche. Cette proposition englobera cinq pays de l'Afrique australe: le Botswana, le Malawi, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe, qui ont tous les mêmes ressources écologiques, un certain nombre de routes commerciales bien établies et des politiques et approches similaires et complémentaires en matière de gestion durable et de commercialisation des ressources naturelles. Ce travail s'appuiera sur la stratégie d'intervention du FIDA dans la région, qu'elle fera progresser, et le projet qui s'en dégagera aura des liens étroits avec le portefeuille des projets.

Créée en 1994, SAFIRE a pour mandat d'élaborer et de réaliser des approches novatrices pour diversifier et améliorer les moyens de subsistance ruraux en se fondant sur l'utilisation, la commercialisation et la gestion durable de ressources naturelles. Elle est l'hôte du projet concernant les approches et techniques de réinstallation à assise communautaire. Elle est parrainée par l'Agence



ANNEXE

canadienne de développement international (ACDI), l'Agence danoise de développement international (DANIDA), l'Union européenne (UE), le Gouvernement des Pays-Bas, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Îles sous-le-Vent: Tourisme à assise communautaire pour le développement rural: Essai et diffusion de nouvelles approches dans les Îles sous-le-Vent (n° 174)
Montant du don du FIDA:	66 500 USD
Cofinancement de l'ONG:	39 520 USD
Nom de l'ONG:	<i>Caribbean Natural Resources Institute (CANARI) – Sainte-Lucie</i>

Objectifs et activités:

Le tourisme occupe une place importante dans l'économie nationale des Îles sous-le-Vent. Leurs stratégies actuelles de développement rural n'accordent cependant pas un rôle suffisant, dans l'ensemble, au secteur du tourisme. En effet, les enseignements tirés jusqu'à présent par le FIDA montrent que le tourisme fondé sur le patrimoine communautaire offre de grandes possibilités pour contribuer au recul de la pauvreté et à la transformation de la société rurale en créant des emplois et des filières d'activités rémunératrices entre secteurs et en encourageant l'amélioration des services sociaux et de l'infrastructure.

Le présent projet, qui s'efforce de combler ce vide, est en soi un programme de formation à la gestion des ressources naturelles et à l'écotourisme dans les îles de la Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines qui se rattache aux projets financés par le FIDA dans la région et met à profit les enseignements qu'ils fournissent. Ses objectifs sont les suivants: i) définir les formes et les caractéristiques du développement du tourisme à assise communautaire qui peuvent contribuer au développement rural; ii) rechercher les processus et méthodes pouvant servir à faciliter une réelle participation des communautés à la gestion et à l'organisation du tourisme fondé sur le patrimoine pour appuyer le développement rural; iii) renforcer les moyens des projets financés par le Fonds et d'autres institutions, pour faciliter les entreprises participatives de tourisme fondé sur le patrimoine à l'appui du développement rural, et iv) évaluer la possibilité d'accroître la participation et les investissements du FIDA dans le tourisme fondé sur le patrimoine, spécialement dans les Îles sous-le-Vent et dans d'autres petits États insulaires en développement.

Ce projet financera les activités et réalisations suivantes: i) une étude comparative sur cinq des initiatives touristiques rurales à assise communautaire du FIDA, actuellement en cours; ii) un atelier régional de formation de cinq jours sur le tourisme à assise communautaire à l'appui du développement rural; iii) un séminaire régional pour l'examen des mesures de politique générale nécessaires à l'intégration du tourisme à assise communautaire fondé sur le patrimoine aux politiques, stratégies et programmes de développement rural des Îles sous-le-Vent, et des implications de cette intégration; iv) l'élaboration, la publication et la diffusion d'un document d'orientation exposant en détail les conclusions du séminaire et v) une consultation de deux jours réunissant le personnel du FIDA, ceux qui soutiennent les projets parrainés par le FIDA, le personnel de CANARI et des spécialistes choisis, afin d'évaluer le présent projet, d'examiner ses implications pour le FIDA et de formuler des recommandations précises concernant les investissements futurs du Fonds dans ce secteur.

CANARI a travaillé vingt ans dans la région à promouvoir la formulation et l'adoption de politiques et programmes favorables à la gestion des ressources naturelles. Ayant été associée à un certain nombre de projets et expériences pilotes, cette ONG possède une vaste expérience du tourisme de terrain à assise communautaire et a publié des documents relatifs aux principes généraux du développement rural par le tourisme fondé sur le patrimoine. Elle a collaboré avec une large éventail de partenaires, notamment le DIFD, l'UE et le Programme des Nations Unies pour l'environnement



ANNEXE

ainsi qu'avec des communautés locales et des organisations à assise communautaire. Elle collabore actuellement avec le FIDA dans le projet de promotion des entreprises rurales de Sainte-Lucie et a participé à la dixième Consultation FIDA/ONG (2000).

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Chine: Formation de formateurs tibétains de la Préfecture de Hainan dans la province de Quinghai à l'anglais et à l'informatique (n° 175)
Montant du don du FIDA:	50 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	14 000 USD
Nom de l'ONG:	<i>Associazione per la Solidarietà Internazionale in Asia</i> (ASIA) (Association pour la solidarité internationale en Asie) – Italie

Objectifs et activités:

En liaison avec les activités d'éducation menées actuellement par le FIDA dans la Préfecture de Hainan, région largement dominée par l'agriculture et le pastoralisme (64% de la population font partie de la minorité ethnique tibétaine), ce projet a pour objectif primordial d'influer favorablement sur le développement économique et social des communautés locales par une amélioration durable du système d'éducation tibétain.

Pour atteindre cet objectif, on aura recours aux stages de formation intensive donnés aux enseignants tibétains dans toute la Préfecture de Hainan en anglais, informatique et méthodes pédagogiques. Ces stages permettront aux enseignants tibétains de former d'autres enseignants dans chacune des écoles primaires de la Préfecture. A moyen ou à long terme, le premier groupe formé sera en mesure de former environ 2 900 instituteurs d'école primaire (dans les 411 écoles primaires), dont les compétences nouvellement acquises pourraient alors profiter à 57 600 étudiants, dont 37 800 appartiennent aux minorités.

L'ONG ASIA, dont le siège est à Rome, participe depuis 1993 au développement du système éducatif tibétain dans la Préfecture de Hainan. En 1998-99, elle a aidé le FIDA à réaliser le projet de rénovation et de construction des écoles dans toute la préfecture, qui ont toutes conservé le style tibétain traditionnel. Les enseignants recrutés dans le cadre de ce projet ont été formés à la langue et aux mathématiques tibétaines, à l'anglais et à l'informatique. Ces activités pilotes ont montré que c'est l'enseignement de l'anglais et de l'informatique qui, plus que tout autre, améliore les perspectives des élèves tibétains d'accéder à des études supérieures. Devant cette constatation, les autorités de la Préfecture de Hainan ont récemment imposé l'inscription d'une langue étrangère et de l'informatique au programme des études primaires de la préfecture, ce qui a entraîné une pénurie de professeurs qualifiés dans ces disciplines.

Pays, titre et n° du don:	Guinée: Programme participatif de développement rural en Haute Guinée (n° 176)
Montant du don du FIDA:	45 000 USD
Nom de l'ONG:	Centre africain de formation pour le développement (CENAFOD) – Guinée

Objectifs et activités:

Ce programme a pour but de fournir un appui au nouveau programme participatif de développement rural en Haute-Guinée, d'une durée de dix ans, qui sera mené dans la région la plus pauvre de Guinée au titre du mécanisme flexible de financement et dont l'exécution devait commencer début 2001. En tant qu'élément catalytique extérieur limité dans le temps, il devrait compléter les activités entreprises à l'initiative des bénéficiaires et en fonction de la demande qui auront été planifiées sur un mode participatif par des groupements d'intérêts locaux composés d'hommes et de femmes. Il s'agira notamment d'investir dans des infrastructures sociales et de production afin de renforcer et de diversifier les possibilités d'activités rémunératrices pour les ménages pauvres et d'aider à mettre en place des associations viables de services financiers ruraux.

Le principal objectif du programme financé au titre du PCE est de mettre à l'essai, avant le démarrage du programme participatif de développement rural, les démarches de participation mises au point lors de l'évaluation prospective.

Trois communes de la région ont été retenues pour expérimenter et comparer trois "points d'entrée" différents du programme: les organisations locales, le village et la commune (commune rurale de développement). Compte tenu des résultats du programme, dont l'évaluation sera faite début 2001 et qui seront examinés lors d'un atelier rassemblant les parties prenantes, des recommandations seront formulées en vue de mettre au point le manuel de procédures du programme participatif et de mettre en route les activités du programme sur le terrain.

Le CENAFOD est une ONG locale qui a fait ses preuves et possède un très net avantage comparatif dans des domaines tels que la formation aux méthodes participatives et l'utilisation des outils diagnostics. Il a une grande expérience de la collaboration avec les organisations internationales (UE, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et USAID) et a aidé à exécuter certaines activités du projet d'appui aux petits exploitants en Basse Guinée Nord, projet actuellement financé par le FIDA.

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Liban: Activités rémunératrices et sécurité alimentaire pour les ménages ruraux pauvres du Nord-Liban (n° 177)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	20 500 USD
Nom de l'ONG:	<i>Young Men's Christian Association (YMCA)</i> Liban

Objectifs et activités:

En raison de la guerre civile, le nombre de ménages dirigés par une femme a considérablement augmenté au Liban. Ces familles, qui comptent parmi les plus démunies eu égard à des facteurs tels que l'alphabétisation, la formation et la situation socio-économique, sont totalement marginalisées. Il est impératif de leur donner des possibilités d'autonomisation sur le plan économique à l'aide des mesures suivantes: i) leur donner les moyens de se procurer durablement des revenus; ii) tirer parti des excédents agricoles et en accroître la valeur ajoutée par la transformation et la commercialisation des produits; iii) dispenser une formation pour permettre le lancement d'initiatives économiques avec les ressources locales.

Ce projet financé au titre du PCE est censé compléter le projet de remise en état et modernisation d'ouvrages d'irrigation - actuellement financé par le FIDA au Liban – qui a aidé à former les femmes en milieu rural mais ne leur a pas donné accès au crédit. Dans le cadre de ce projet PCE, des prêts seront octroyés à des femmes ayant acquis des compétences techniques grâce à la composante promotion de la condition de la femme du projet financé par le FIDA pour qu'elles puissent entreprendre, à l'échelon du village, quelques activités rémunératrices.

Plus précisément, il s'agira d'assurer une formation technique dans le secteur de l'industrie familiale et de mettre en place un système de microcrédit à une échelle limitée.

Formation technique dans le secteur de l'industrie familiale: Deux stages de formation d'un mois seront organisés pour des groupements de femmes comprenant chacun de 30 à 35 participantes. Les stages auront trois composantes principales: i) les aspects théoriques de la transformation des aliments et la raison d'être des techniques utilisées; ii) la mise en pratique des techniques apprises; iii) la comptabilité, la commercialisation et la fixation des prix des produits.

Système de microcrédit: Cette activité pilote a pour but de donner aux femmes rurales une certaine autonomie financière en leur donnant accès au crédit selon un système d'avances remboursables. Les prêts seront octroyés à des groupements de femmes une fois qu'elles auront suivi une formation et qu'elles se seront organisées en coopératives. L'octroi de prêts de groupe par le biais des coopératives devrait permettre une participation plus large et plus approfondie au processus de décision et garantir de meilleurs taux de remboursement des prêts.

Les femmes qui, avec leur famille, bénéficieront directement du projet en milieu rural seront au nombre de 70 la première année, de 120 la deuxième année et de 300 la troisième année. En plus du cofinancement de l'ONG, la communauté locale apportera environ 12 000 USD (11% du coût total du projet).



ANNEXE

Le YMCA à Beyrouth a une grande expérience dans ce domaine. En particulier, il a aidé à exécuter la composante promotion de la condition de la femme du projet de régénération pastorale pour les petits exploitants, financé par le FIDA. L'ONG a réussi à mettre au point une approche du développement rural qui insiste tout particulièrement sur la participation de tous les membres de la communauté visée ainsi que sur le développement des capacités de chacun.

Pays, titre et n° du don:	République démocratique du Congo: Projet de développement rural dans le Nord-Kivu (n° 178)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	55 000 USD
Nom de l'ONG:	<i>Deutsche Welthungerhilfe</i> (DWWH) (Action allemande contre la faim) – Allemagne

Objectifs et activités:

Les tragiques événements auxquels est confronté l'ex-Zaïre depuis 1994 ont eu de graves effets sur l'environnement et la base de ressources naturelles du pays. En particulier, le Nord-Kivu, autrefois l'une des principales régions de production vivrière de la République démocratique du Congo, est aujourd'hui touché par les phénomènes de grande pauvreté et de famine en milieu rural.

Les principaux objectifs de ce projet PCE sont d'améliorer la sécurité alimentaire et de promouvoir durablement le développement rural et la mise en place d'infrastructures dans les zones de plaine du Nord-Kivu. Les activités, qui aideront à développer des cultures de base comme le manioc, les légumineuses, le maïs et la patate douce, contribueront grâce à l'introduction de techniques adaptées de transformation des denrées alimentaires à diversifier les revenus des ruraux et à alléger la charge de travail des femmes. Ce projet viendra compléter le projet d'appui aux groupements de femmes dans le Nord-Kivu, actuellement en cours d'exécution avec un financement du FIDA et du Fonds belge de survie pour le tiers monde; on espère que les enseignements tirés de ce projet s'avèreront utiles et aideront le FIDA à se prononcer sur les investissements ultérieurs dans cette région ravagée par la guerre.

Ces derniers temps, la production de manioc a sérieusement reculé dans la province à cause de la mosaïque. Le manioc étant l'aliment de base au Nord-Kivu, l'un des objectifs spécifiques du projet est de développer la culture du manioc par la production, la multiplication et la distribution de boutures (à 100 villages) de variétés résistantes au virus de la mosaïque. Ses autres objectifs sont: i) d'encourager l'utilisation de meilleures techniques de production d'huile de palme moyennant l'installation de trois presses à huile et ii) d'assurer la réfection et l'entretien des routes rurales principales, actuellement en mauvais état.

Sur place, le projet profitera directement à 25 000 familles de petits exploitants pauvres qui se nourrissent essentiellement de manioc, à 5 000 ménages vivant dans les zones de plaine où la production a beaucoup diminué et à 20 000 ménages vivant dans des villages relativement isolés qui tireront parti de l'amélioration des infrastructures, principalement du fait de l'amélioration des voies de communication et de l'accès aux marchés.

La DWWH est une ONG internationale qui travaille dans le monde entier; elle est spécialisée dans les actions d'urgence et les projets de redressement destinés à créer les conditions nécessaires à un développement durable, particulièrement pour les plus démunis et les groupes marginalisés. Elle collabore depuis longtemps avec des organisations internationales ainsi qu'avec des ONG locales et des organisations communautaires et est très active dans le Nord-Kivu depuis 1997. Elle fait partie de membres fondateurs de la Coalition populaire pour éliminer la faim et la pauvreté et siège au sein de son comité d'orientation.

Pays, titre et n° du don:	États-Unis: Projet de campagne de sensibilisation à la sécurité alimentaire et à la désertification pour le compte de la <i>United States Coalition for the United Nations Convention to Combat Desertification</i> (n° 179)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Nom de l'ONG:	<i>EarthAction-US</i> – États-Unis

Objectifs et activités:

Ce projet a pour objectif d'organiser une conférence au Congrès des États-Unis sur la sécurité alimentaire, la dégradation des terres et la rareté de l'eau dans le monde afin de sensibiliser le public à ces questions et d'encourager une participation durable et précoce des États-Unis à leur solution notamment l'appui aux programmes financés par le FIDA dans ce domaine et la ratification de la Convention sur la lutte contre la désertification (CCD).

Cette conférence réunira des décideurs, des ONG, des universitaires, des législateurs, les médias, des sociétés et des militants engagés dans la lutte contre la désertification au niveau communautaire dans le monde entier. Elle fera suite au Sommet de la terre de 1992, s'articulera sur le travail mené par le FIDA avec les petits agriculteurs des zones arides et se servira des recommandations de la Commission du développement durable de l'ONU, qui mettent l'accent sur les aspects de l'Agenda 21 concernant les terres et l'agriculture. Elle sera aussi un prolongement de la Conférence du FIDA sur la faim et la pauvreté, de 1995, et du Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et se rattachera aux initiatives des États-Unis comme leur récent Plan d'action sur la sécurité alimentaire.

Les activités réalisées à l'aide de ce don comprendront: i) la préparation des documents de la conférence, ii) l'organisation des conférences de presse et des activités de suivi avec les représentants des médias; iii) la production et la distribution de pochettes d'information pour le personnel du Sénat; iv) le financement des frais de déplacement et d'hébergement des participants étrangers et des principaux participants américains, et v) la planification et la coordination générale de la conférence.

D'autres conférences de moindre ampleur et des ateliers seront également organisés. En outre, on recherchera et exploitera les occasions de faire connaître les problèmes de désertification dans d'autres instances. Les fonds du don serviront ainsi à: i) produire du matériel éducatif et des documents d'information sur certains problèmes/activités à l'intention de personnes, ONG, décideurs, étudiants et médias déterminés; ii) lancer une campagne plus intensive en direction des médias de Washington et New York sur les questions d'environnement et d'agriculture, et iii) travailler avec les bureaux de rédaction du pays tout entier à la publication d'articles bien étudiés afin que le public comprenne mieux la désertification. Dans toutes ces documentations, le rôle du FIDA sera mis en évidence.

On compte que la conférence au Congrès et ces activités, alliées à la collaboration entre le FIDA et la US Coalition, renforceront la prise de conscience des questions de sécurité alimentaire, de dégradation des terres et de rareté de l'eau à l'échelle mondiale et viendront appuyer l'exécution de la CCD. Ces activités feront mieux connaître le FIDA et étayeront ses efforts en faveur d'un développement rural durable et de la mise en œuvre de la CCD.

EarthAction est une ONG internationale constituée en 1992 au Sommet de la terre pour aider à éduquer et mobiliser les citoyens de tous les pays en faveur d'un monde plus juste, pacifique et viable. Elle rassemble aujourd'hui 1 800 groupes de citoyens dans 152 pays. Aux États-Unis, elle compte



ANNEXE

parmi ses membres 300 organisations, dont des groupes de défense aussi puissants que l'*African Reinsurance Corporation* (AFRICARE), la *Cooperative for Assistance and Relief Everywhere* (CARE), *InterAction*, le *National Heritage Institute*, le *Sierra Club* et le Fonds mondial pour la nature. Avec la *US Coalition*, *EarthAction* a joué un rôle très actif dans la négociation et le suivi de la CCD.

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Chili: Production de fruits et légumes dans les communautés rurales à forte concentration de populations indigènes (Mapuche) de la région de Villarrica (n° 180)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	40 000 USD
Nom de l'ONG:	<i>Fundación San Cristóbal – Chili</i>

Objectifs et activités:

Ce projet aidera les agriculteurs pauvres de la région de Villarrica, qui appartiennent généralement à l'ethnie Mapuche, à améliorer la production et la commercialisation de leurs fruits et légumes. Il doit permettre d'étudier des moyens efficaces d'établir une structure de commercialisation dans les zones reculées du Chili souffrant d'insécurité alimentaire et compléter les activités en cours que le FIDA appuie en Amérique latine et qui sont centrées sur la diversification des produits et des marchés et sur le soutien aux associations d'agriculteurs.

Les composantes du projet visent à: i) fournir une assistance technique et une formation pour augmenter sensiblement et diversifier la production de fruits et légumes; ii) créer, à l'aide d'institutions participatives, notamment une association des agriculteurs, une commercialisation systématique et durable des produits, et iii) fournir une assistance technique et une formation pour renforcer l'administration et l'organisation. Le projet vise non seulement à améliorer les revenus des plus pauvres, mais aussi la sécurité alimentaire et il aura ainsi un fort impact sur l'état nutritionnel de la population cible. Les activités initiales comprendront une série de démonstrations sur la production de nourriture pour étudier les possibilités d'adoption de nouvelles technologies appropriées.

Les bénéficiaires directs du projet sont 300 familles de 11 communautés de la zone cible. Le projet profitera indirectement à quelque 2 500 personnes.

San Cristóbal a une solide expérience du travail avec le peuple Mapuche, spécialement en matière de vulgarisation et formation agricoles et de transformation des produits agricoles. Ce projet viendra renforcer les activités menées avec succès par cette ONG dans la région. Cette organisation est habituée à travailler avec les organisations internationales de par sa collaboration avec la Communauté européenne et Intermón Oxfam, la branche espagnole d'Oxfam International.

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Côte d'Ivoire: Projet d'appui au développement du jardinage et de la micro-irrigation dans le Département de Katiola (n° 181)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	21 760 USD
Nom de l'ONG	Association française des volontaires du progrès (AFVP) – Côte d'Ivoire

Objectifs et activités:

L'objectif global du projet est d'améliorer les conditions de vie des femmes et des jeunes ruraux dans le département de Katiola par le biais d'un soutien aux initiatives locales en horticulture et micro-irrigation. Le projet sera réalisé en collaboration étroite avec le personnel du Projet d'appui aux petits producteurs maraîchers (PPMS) approuvé en mai 2000.

Grâce à ce projet financé au titre du PCE le partenariat local entre le FIDA et l'AFVP, établi avant que le projet PPMS ne débute, permettrait d'expérimenter les méthodes de planification participative avec l'appui à l'horticulture et à la micro-irrigation et par conséquent de faciliter leur adoption lorsque l'exécution du projet PPMS commencera.

Les activités du projet comprendront: i) le recensement, par un processus participatif, des groupements de femmes et de jeunes désireux de développer l'horticulture et la micro-irrigation; ii) l'assistance technique et financière de ces groupements à l'appui de leurs initiatives; iii) l'organisation de l'échange d'information et de consultations entre ces communautés et avec d'autres horticulteurs; iv) l'appui aux groupes cibles dans les domaines de la production maraîchère, la gestion des ouvrages de micro-irrigation et la commercialisation et v) l'appui à l'établissement d'une confédération de groupements villageois entre plusieurs villages ou au niveau de la sous-préfecture.

Les avantages escomptés du projet sont: i) la collecte de données sur les méthodes de diagnostic, les techniques novatrices, les méthodes d'organisation de groupements et de commercialisation qui peuvent être adoptées pour le PPMS et d'autres projets; ii) l'apport d'un soutien supplémentaire à des groupements choisis du projet par d'autres organisations de développement de la zone, et iii) la formation d'une association intervillageoise d'agriculteurs.

Depuis 1963, l'AFVP, une ONG internationale dont le siège est en France, a été active et innovante dans le monde entier. Elle est connue en particulier pour son aptitude à mobiliser de solides partenariats entre les organisations du Nord et du Sud. Elle a derrière elle de longues années de collaboration avec les donateurs internationaux et a exécuté avec succès l'Initiative pilote du FIDA pour les investissements communautaires productifs en Guinée. En outre, elle a participé à deux consultations FIDA/ONG. En plus du cofinancement de l'ONG, la communauté locale apportera environ 6 000 USD (6% du coût total du projet).

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Mexique: Création d'un jardin d'herbes médicinales maya au Chiapas (n° 182)
Montant du don du FIDA:	15 000 USD
Cofinancement:	206 000 USD
Nom de l'ONG:	<i>Organización de Médicos Indígenas del Estado de Chiapas</i> (OMIECH) (Organisation des médecins indigènes de l'État de Chiapas) – Mexique

Objectifs et activités:

Compte tenu de l'approbation récente du Projet de développement rural dans les zones de production de caoutchouc au Mexique et en particulier de la volonté du FIDA de découvrir de nouvelles activités génératrices de revenus pour les populations indigènes pauvres et de les promouvoir, un don a été accordé à l'OMIECH au titre du PCE pour un projet au Chiapas. Cet État se caractérise par une forte concentration de peuples indigènes et l'on estime que plus de 70% de sa population vit au-dessous du seuil de pauvreté.

Plus précisément, ce projet PCE a pour objectif d'établir un jardin d'herbes médicinales maya, dont certaines sont en voie d'extinction, qui peuvent satisfaire bon nombre des besoins sanitaires les plus importants des populations tzotzil et tzeltal, des groupes ethniques locaux originaires du Chiapas. Les connaissances fournies par ce projet seront valorisées dans les projets du FIDA en cours d'exécution comme PLANDERO au Honduras et IXTLERA au Mexique, qui portent tous deux sur la culture de plantes médicinales.

Les bénéficiaires directs du projet seront les 820 familles tzotzil et tzeltal. Indirectement, le projet devrait profiter à 14 500 personnes.

L'OMIECH est largement reconnue pour s'être employée depuis 15 ans à promouvoir la production d'herbes médicinales indigènes traditionnelles. Elle compte 820 membres participant activement à ses opérations dans 29 communautés et neuf municipalités du Chiapas. Elle financera plus de 90% du projet.

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Maroc: Programme pilote pour la promotion des activités rémunératrices (n° 183)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	55 200 USD
Nom de l'ONG	Fondation pour le Développement Local et le Partenariat (FONDEP) – Maroc

Objectifs et activités:

Ce programme financé au titre du PCE vise à appuyer le projet de développement rural dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz. Il a pour objectif de renforcer les moyens d'action des femmes et des jeunes au chômage en milieu rural pour les aider à améliorer leurs revenus et leurs conditions de vie. Cet objectif sera atteint par l'apport de microcrédit pour le lancement d'activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus.

La principale activité du programme consistera à fournir un appui institutionnel à FONDEP, une ONG marocaine, pour la création d'un fonds de crédit destiné à offrir aux ménages ruraux pauvres, actuellement exclus des banques commerciales, des services financiers aux taux du marché, afin qu'ils puissent entreprendre des activités génératrices de revenus ou créer des micro-entreprises rurales. L'intervention du microcrédit sera renforcée par un programme de formation des bénéficiaires comprenant l'alphabétisation de base, la formation à la gestion d'une entreprise et l'éducation en santé/hygiène. Les femmes et les jeunes auront la priorité dans ces programmes.

Le programme, et plus encore sa promotion de l'infrastructure financière rurale par les partenariats et le cofinancement avec la société civile et le secteur bancaire, sont compatibles avec la stratégie de pays définie par le FIDA pour le Maroc; Il est novateur en ce sens qu'il permettra aux ruraux pauvres de la zone cible, en particulier aux femmes, d'avoir accès pour la première fois aux services financiers et à d'autres services.

FONDEP a une expérience éprouvée du travail dans ce domaine au Maroc, spécialement grâce à ses activités antérieures avec le Fonds d'équipement de l'ONU et le PNUD, avec des ONG comme Oxfam et *Save the Children Fund*, et avec les donateurs internationaux comme la coopération allemande et japonaise au développement. Au total, 80% du portefeuille de FONDEP est axé sur la lutte contre la pauvreté rurale. Cette ONG finance plus de 40% du présent projet PCE.

Pays, titre et n° du don:	Timor oriental: Projet du bassin hydrographique du Bobonaro (n° 184)
Montant du don du FIDA:	74 500 USD
Cofinancement de l'ONG:	55 500 USD
Nom de l'ONG:	<i>World Vision International (WVI) – Suisse</i>

Objectifs et activités:

Après l'annonce des résultats du référendum du 30 août 1999 au Timor oriental, par lequel les électeurs s'étaient prononcés massivement en faveur de l'indépendance de l'Indonésie, une explosion de violence s'était produite sur ce territoire. Outre le déplacement de 75% de la population et la destruction d'une grande partie de l'infrastructure, le chaos qui a suivi a déclenché le pillage et la destruction des exploitations agricoles, causant encore plus de dommages à un environnement déjà dégradé. Les secours humanitaires immédiats ayant maintenant pris fin, il faut absolument restaurer la confiance de la population locale dans sa capacité de reconstruire ses moyens de subsistance par une bonne gestion des ressources naturelles.

Le présent projet a pour objectif d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages par l'augmentation de la production vivrière et des revenus. Pour y parvenir, le projet interviendra dans quatre grands domaines: i) sensibilisation et mobilisation des communautés; ii) activités de gestion participative des ressources en terres; iii) renforcement du pouvoir d'action des femmes par le biais des activités rémunératrices/des services financiers, et iv) expérimentation et diffusion de technologies et appui des services de vulgarisation.

Le projet s'attachera principalement à aménager les microbassins versants du district de Bobonaro, de manière à donner des moyens d'existence suffisants et durables aux ménages vivant dans la zone cible. Les groupements villageois et les communautés locales s'entendront sur les obstacles et les possibilités en matière de développement, élaboreront une vision commune du mode de développement qu'ils veulent suivre et établiront un plan d'action. Par la suite, ils formeront des comités villageois de bassin hydrographique qui auront pour tâche de réaliser le plan d'action de la communauté. Un mécanisme de microfinancement sera créé pour les groupes féminins d'entraide en vue d'améliorer les revenus du ménage. Ce mécanisme jouera un rôle essentiel dans la commercialisation des produits locaux et aidera à diversifier et mieux utiliser les ressources du bassin hydrographique.

Les principaux bénéficiaires de ce projet sont les 800 ménages ruraux à faible revenu, soit environ 4 000 personnes, qui vivent dans le district de Bobonaro. Ces bénéficiaires directs tireront profit des méthodes améliorées de gestion des sols et de l'eau appliquées sur 600 ha du bassin ainsi que des nouvelles perspectives économiques. Les bénéficiaires indirects sont les habitants des communautés situées en dehors du bassin qui sont tributaires de l'eau et des produits de l'agriculture.

Étant donné la nature exceptionnelle de ce projet, dont la zone cible se trouve sur un territoire qui ne fait pas partie d'un État membre du FIDA, le Conseil d'administration a été invité, dans un rapport et recommandation du Président du FIDA (présenté à la soixante et onzième session du Conseil), à donner son approbation, ce qu'il a fait.

World Vision International est bien connue du FIDA. Elle participe actuellement à la réalisation du projet de développement des cultures vivrières dans la région Nord en Angola et au programme d'irrigation et d'hydraulique paysanne en Zambie ainsi qu'au projet de production à petite échelle de quinoa dans l'Arkangai Aimag en Mongolie, financé au titre du PCE.

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Kenya: Projet pilote de promotion de la femme et de sécurité alimentaire à Makueni (n° 185)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	15 000 USD
Nom de l'ONG:	<i>World Vision International</i> (Kenya) (WVK) – Kenya

Objectifs et activités:

Au cours des trois dernières années, la réduction sensible des précipitations au Kenya s'est traduite par un phénomène de sécheresse, causant une pauvreté et une disette généralisées qui touchent une population estimée à deux millions d'habitants dans 18 districts. La distribution de vivres a aidé à soulager les souffrances immédiates, mais comme les communautés touchées restent vulnérables, il faut mettre en œuvre un processus de redressement qui leur donne les moyens de faire face à des pénuries alimentaires similaires à l'avenir.

Makueni est l'un des districts du Kenya qui manque régulièrement de nourriture. L'économie locale repose essentiellement sur les cultures pluviales de subsistance. Étant donné l'irrégularité des précipitations, les sources limitées de revenus et le faible pouvoir d'achat des ménages, le niveau de vie est très bas dans la majorité des districts. La pauvreté à l'échelle du district s'explique aussi par l'absence de facilités de crédit, de systèmes organisés de commercialisation des produits agricoles et de techniques de transformation de ces produits dans l'exploitation. Il convient de noter que, lors des tentatives qui ont été faites pour résoudre ces problèmes, on a généralement été incapable de tenir compte de la problématique hommes-femmes.

Pourtant, on sait fort bien qu'au Kenya ce sont les femmes qui assurent 75% du travail et dirigent 40% des petites exploitations. Celles-ci fournissent 75% de la production agricole du pays. Pour qu'on puisse s'attaquer à certains des problèmes de développement les plus pertinents de la région (main d'œuvre, accès au crédit, commercialisation), il faut réaliser un projet pilote capable de cerner les meilleures méthodes qui tiendront compte des inégalités entre les sexes et fourniront des connaissances sur lesquelles on pourra fonder à l'avenir les programmes de promotion de la femme et de sécurité alimentaire.

Les principaux objectifs du présent projet sont d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et de relever le niveau de vie des ménages pauvres en ressources. Prenant en compte les données de base exposées ci-dessus, le projet s'efforce d'atteindre ses objectifs en comblant les lacunes essentielles par l'élimination des obstacles au développement agricole dus au déséquilibre entre les sexes. Il visera principalement à établir des institutions locales pouvant favoriser le développement et à donner aux groupes vulnérables l'accès aux ressources productives par l'apport de crédits renouvelables au niveau du village. Les activités du projet consisteront à: i) renforcer les capacités des organisations communautaires, des institutions et des autres parties prenantes pour réduire plus efficacement les inégalités entre les sexes; ii) ouvrir aux ruraux pauvres l'accès au crédit par l'établissement de fonds communautaires renouvelables et viables; iii) améliorer les systèmes de commercialisation pour tâcher de réduire les coûts des transactions par la constitution de groupes de vente et l'information sur les débouchés, et iv) encourager la transformation des produits dans l'exploitation (pour augmenter leur valeur) en vue d'améliorer les revenus des bénéficiaires et de promouvoir d'autres activités génératrices de revenus dans la communauté.



ANNEXE

Le projet financé au titre du PCE sera réalisé en collaboration avec le projet d'horticulture et de cultures vivrières traditionnelles dans la Province orientale financé par le FIDA et dont les principaux objectifs sont d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et de relever le niveau des revenus des ruraux pauvres. Il aura pour cible une population de 60 000 personnes pauvres en ressources dans trois villages de la Division Kathonzweni de Makueni, en mettant l'accent sur les petits paysans, les femmes et les jeunes au chômage. Pour assurer la durabilité des actions du projet, la stratégie sera fortement participative et fera intervenir toutes les parties prenantes du district.

Bien que le présent projet soit le premier où la branche kenyane de *World Vision International* collabore avec le FIDA, celui-ci connaît bien cette ONG puisqu'elle participe actuellement à la réalisation de projets en Angola et en Zambie. De plus, elle réalise un autre projet financé au titre du PCE, le projet de production à petite échelle de quinoa dans l'Arkhangai Aimag en Mongolie. Dans le passé, WVK a reçu des financements d'organismes de développement comme l'ACDI et l'USAID.

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Tchad: Projet de sécurité alimentaire au Nord-Guéra – Phase II (n° 186)
Montant du don FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	11 097 USD
Nom de l'ONG:	Secours catholique de développement (SECADEV) – Tchad

Objectifs et activités:

Le présent projet se rattache directement au projet de sécurité alimentaire au Nord-Guéra – phase II (PSANG II) par le biais du renforcement des capacités des membres de ses groupements et associations de village. Ces activités aideront à instaurer les conditions nécessaires à l'installation, au renforcement des capacités et au pilotage de l'unité de gestion du projet dont le caractère participatif et novateur a été fortement recommandé pour le PSANG II.

Les chefs de village et les membres des groupements ou organisations d'agriculteurs suivront des cours d'alphabétisation fonctionnelle et recevront une formation administrative et technique. La plupart deviendront alors membres de l'Association pour la sécurité alimentaire qui, ayant atteint un certain niveau de compétence, assumera l'entière responsabilité de la gestion de PSANG II la troisième année du projet.

Les activités du projet consisteront à: i) sensibiliser la population de la zone du projet aux objectifs et méthodes de PSANG II, en particulier aux responsabilités des groupement d'agriculteurs, organisations et associations dans la gestion du projet; ii) renforcer les capacités des chefs de file et des membres des groupements/associations d'agriculteurs par l'alphabétisation fonctionnelle, en particulier la lecture et le calcul; iii) former les membres des comités de crédit à l'analyse des documents accompagnant les demandes de crédit; iv) former au niveau local les dirigeants et représentants des groupements ou associations à l'élaboration et la gestion des projets, et v) aller voir d'autres projets du FIDA dans la sous-région pour enrichir l'expérience des dirigeants locaux et des représentants des groupements ou associations d'agriculteurs, spécialement en matière de crédit rural.

Les résultats escomptés sont: i) la compréhension des objectifs et méthodes de PSANG II par la population rurale de la zone du projet; ii) la connaissance des instruments et des critères d'analyse des documents de demande de crédit par les associations d'agriculteurs et les groupements villageois, et iii) la capacité des groupements d'agriculteurs ou associations à formuler et élaborer des descriptifs pour les projets prêts à être financés.

SECADEV, une ONG an internationale ayant son siège en France, a fait ses preuves et a une expérience éprouvée de la formation et du renforcement des capacités. Son mandat, centré sur la promotion de l'harmonie sociale entre groupes d'ethnies et de religions différentes en milieu rural et sur le développement rural intégré, en fait un partenaire précieux pour le FIDA pour ce qui est du développement institutionnel au niveau local dans la région. Avec ses 20 ans d'expérience dans le Sahel, cette organisation est l'une des ONG les plus en vue au Tchad, travaillant avec des partenaires comme le GTZ, le PNUD, le HCR et le Programme alimentaire mondial. Elle a collaboré avec le FIDA au PSANG depuis le début des années 90.

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Pérou: Projet de nouvelles activités rémunératrices: agrotourisme à Quillarumiyoc (n° 187)
Montant du don du FIDA:	60 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	54 000 USD
Nom de l'ONG:	<i>Poqen Kanchay</i> – Pérou

Objectifs et activités:

Par suite de la grande pauvreté et du chômage généralisé à San Martin de Porras, les membres de la communauté émigrent souvent vers les villes voisines. Une fois arrivés dans les zones urbaines, la plupart des migrants cherchent du travail, mais ils sont souvent contraints de mendier, voler ou se prostituer pour nourrir leur famille et eux-mêmes. Le présent projet vise à donner à ces communautés locales les moyens de prendre leur destinée en main en augmentant les possibilités d'emploi sur place et les niveaux de revenu ainsi que la valeur de leurs ressources tout en protégeant leur environnement et leur patrimoine culturel et agricole.

On pense que la restauration d'un site archéologique local, Quillamuriyoc, attirera les touristes dans la région. Ce projet prévoit non seulement la restauration du site, mais aussi l'établissement de plusieurs micro-entreprises liées au tourisme: hébergement des touristes, production artisanale locale et vente des objets, location de chevaux et préparation et vente d'aliments typiques de l'ethnie locale. Ce projet est novateur en ce sens qu'il fournira des indications sur les méthodes permettant aux communautés pauvres d'améliorer leur sort en créant des micro-entreprises liées au tourisme.

Quillarumiyoc présente un double intérêt: c'est un site archéologique sacré, mais aussi un ancien système agricole bien conçu qui, une fois remis en état, offre la possibilité de satisfaire bon nombre des besoins agricoles locaux de la population. Il y a cinq ans, une loi interdisant la culture des terres à l'intérieur du site archéologique a été abrogée, ouvrant la voie aux travaux de restauration du genre de ceux prévus par le projet. Malheureusement, la population locale n'a jusqu'à présent ni les ressources, ni les compétences voulues pour exploiter le potentiel agricole et touristique de Quillarumiyoc.

Le projet aura trois grandes composantes: i) la formation à la restauration archéologique; ii) le processus de restauration lui-même, et iii) l'installation d'un office du tourisme géré et organisé par la communauté. Cette dernière composante comprendra la formation des membres de la communauté, notamment comme guides, pour répondre aux nombreux besoins de tous ordres des touristes, et la création des micro-entreprises évoquées plus haut. La méthodologie du projet privilégie "l'apprentissage sur le tas" et repose sur diverses expériences de développement rural, notamment les enseignements tirés des projets appuyés par le FIDA.

Les bénéficiaires directs du projet sont plus de 300 familles indigènes pauvres (environ 1 200 personnes) qui résident dans la zone bordant immédiatement le site archéologique. Ils recevront une formation et une instruction, ce qui conduira à terme la communauté à l'autosuffisance en tant que centre touristique.

Poqen Kanchay, une ONG relativement nouvelle, se spécialise dans les projets novateurs de promotion des activités rémunératrices pour les populations indigènes du Pérou. Outre le cofinancement de l'ONG, la communauté locale apportera environ 10 000 USD (5% du coût total du projet), ce qui est un signe encourageant de sa volonté d'investir du temps et de l'argent dans le projet.

Pays, titre et n° du don:	Gambie: Projet de financement rural et d'initiatives communautaires (n° 188)
Montant du don du FIDA:	50 000 USD
Nom l'ONG:	<i>National Women Farmers Association (NAWFA) – Gambie</i>

Objectifs et activités:

L'agriculture est l'occupation la plus importante en Gambie, spécialement pour les femmes qui assurent 60 à 80% des travaux agricoles dans le pays. Pourtant, elles se heurtent à de nombreux obstacles importants comme le faible accès au crédit et à des terres de qualité, ainsi que l'absence de marchés adéquats, d'instruments agricoles et de connaissances et techniques de valorisation des produits. Dès lors, la production agricole se caractérise en général par une maigre production et une faible productivité.

En décembre 1998, Le Conseil d'administration a approuvé, à titre pilote, le projet de financement rural et d'initiatives communautaires (RFCIP, qui doit être supervisé directement par le FIDA. Sur le plan du développement, le projet vise à améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ménages en i) stimulant la production agricole et extra-agricole et les revenus par le renforcement et l'extension du réseau des caisses villageoises de crédit et d'épargne (VISACA) et ii) en encourageant les initiatives définies et réalisées par les groupes de femmes et d'hommes du village tout entier pour améliorer la sécurité alimentaire.

Le présent projet financé au titre du PCE a deux grands objectifs, qui se rattachent tous deux au RFCIP. Le premier est d'aider à renforcer les moyens d'action de la *National Women Farmers Association (NAWFA)* (Association nationale des femmes cultivatrices). Cette association de création récente coiffe les 72 associations de producteurs de sésame du pays, avec lesquelles le RFCIP devrait collaborer étroitement. Il s'agit d'associations dynamiques de femmes rurales dont l'objectif commun est d'améliorer la nutrition de la famille (principalement en disposant de plus d'huile) et dont les membres au niveau local viennent des groupes villageois traditionnels (*kafoos*). Le second objectif du projet est d'établir des liens entre ces associations de femmes et les VISACA pour faciliter l'accès des groupements de femmes aux services financiers ruraux.

Bien qu'étant une jeune organisation, la NAWFA est un partenaire très prometteur pour le FIDA en Gambie. L'appui à l'établissement et au renforcement des capacités d'une jeune organisation faîtière est parfaitement conforme aux vues du FIDA qui estime que ces organisations sont d'importance capitale pour l'efficacité et la durabilité des organisations féminines à assise communautaire. De plus, le projet devrait enrichir nettement les connaissances du FIDA en fournissant des informations intéressantes pour l'étude thématique que prévoit le Bureau de l'évaluation et des études sur les organisations féminines locales, qui mettra l'accent sur l'amélioration des capacités d'organisation des femmes par le biais d'organisations fédératrices et faîtières.



Pays, titre et n° du don:	Nigéria: Partenariats avec la société civile à l'appui du système d'information à assise communautaire sur l'alimentation et la nutrition des ménages ruraux en vue d'améliorer la situation nutritionnelle des groupes vulnérables (n° 189)
Montant du don du FIDA	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	7 500 USD
Nom de l'ONG:	<i>Food Basket Foundation International</i> (FBFI - Nigéria)

Objectifs et activités:

Le Nigéria connaît depuis des décennies d'énormes problèmes nutritionnels. Quelque 50 à 60 millions d'habitants souffrent de malnutrition, la majorité d'entre eux étant des femmes et des enfants. Les tentatives précédentes pour y remédier avaient généralement été faites au niveau macro-économique. Or il apparaît de plus en plus clairement qu'il faut s'efforcer tout autant de résoudre le problème au niveau local. De plus, il semble bien que ce sont les solutions centrées sur la population et appliquées par elle qui ont le plus de chances de réussir. Ainsi, lorsqu'on cherche à étudier la malnutrition au niveau local – comme on le voit dans les approches participatives et intégrées à base communautaire adoptées ailleurs dans le monde pour les problèmes de nutrition – c'est sur la population elle-même qu'il faudrait mettre l'accent.

Le présent projet financé au titre du PCE, dont le but premier est d'appuyer et d'améliorer l'efficacité et la durabilité d'interventions choisies du FIDA au Nigéria, adopte précisément cette approche communautaire. Son objectif principal sera d'établir un système d'information qui fournira en permanence une information régulière sur la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle, et leur évolution, dans de nombreuses communautés ciblées. Pour ce faire, l'accent sera mis sur les producteurs de manioc, les transformateurs de produits agricoles, les pêcheurs artisanaux et d'autres membres des communautés rurales. Une attention spéciale sera accordée aux pertes nutritionnelles qui interviennent lors de la transformation, à la valeur nutritionnelle des produits obtenus, à la valeur ajoutée au contenu nutritionnel des aliments lors de la transformation, aux normes d'hygiène et de santé, aux risques de malnutrition et à la formation en vue du renforcement des capacités et de l'analyse des données.

Les données serviront à faire connaître aux directeurs de projet et aux décideurs les bénéficiaires les plus exposés à la disette, la pauvreté et la malnutrition. On peut espérer que grâce à ces informations les mesures de réponse appropriées aux crises nutritionnelles qui surgiraient seront prises à temps. L'un des principaux éléments du projet est la promotion de partenariats entre les ONG et les organisations communautaires ainsi qu'avec les organismes publics pour mettre les ressources en commun et maximiser l'impact.

Ses trois premières activités seront: i) le renforcement, institutionnel et en moyens, des organisations communautaires, des ONG locales, des membres des communautés, des travailleurs communautaires et du personnel pertinent des projets du FIDA, aux fins de la collecte, de l'analyse et de la présentation des données, ii) l'entrée en activité de sites sentinelles et le début de la collecte des données par les personnes formées à ce travail, et iii) l'entrée en activité de l'unité de collecte, d'analyse et de présentation des données qui serviront en temps voulu à la prise de décisions.

La FBFI est une ONG qui a pour mission principale d'aider les familles à faibles revenus à atteindre un niveau de nutrition et de sécurité alimentaire durable. Sa participation aux projets appuyés par le FIDA remonte à 1993 et englobe actuellement l'exécution du projet de développement agricole et



ANNEXE

communautaire dans l'État de Sokoto et du projet de développement de la culture des racines et des tubercules au Nigéria. Elle a aussi une grande expérience du travail avec d'autres organisations internationales, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le PNUD.

ANNEXE

Pays, titre et n° du don:	Azerbaïdjan et Géorgie: Établissement du réseau des montagnes du Caucase (n° 190 et 191)
Montant du don du FIDA:	70 000 USD et 70 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	600 000 USD
Nom de l'ONG:	<i>Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für die Berggebiete</i> (SAB), (Centre suisse pour les régions montagneuses) – Suisse

Objectifs et activités:

Les Républiques d'Azerbaïdjan et de Géorgie sont au nombre des pays les plus pauvres de l'ex-Union soviétique, et bon nombre de leurs communautés les plus pauvres vivent dans les zones de montagne et de hautes terres de ces deux pays. Parce qu'ils ont un environnement physique similaire, étant proches l'un de l'autre dans les montagnes du Caucase, et parce qu'ils ont un héritage commun en tant que républiques de l'ex-Union soviétique, l'Azerbaïdjan et la Géorgie connaissent pour une bonne part les mêmes obstacles et problèmes dans le développement de leurs communautés montagnardes.

A sa soixante-dixième session, le Conseil d'administration du FIDA a approuvé un programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres (RDPMHA) pour chacun des deux pays et, compte tenu de leurs similarités, a approuvé le principe d'un programme régional de collaboration (PRC) entre eux. Celui-ci a pour but: i) d'établir des synergies entre les RDPMHA d'Azerbaïdjan et de Géorgie appuyés par le FIDA; ii) d'accélérer et d'enrichir le processus d'apprentissage relatif à ces deux programmes, et iii) de favoriser les relations entre les deux pays.

Le présent projet financé au titre du PCE est spécial. Il a été conçu en ayant à l'esprit le PRC comme le RDPMHA. Son but premier est d'encourager le développement participatif par l'établissement d'un réseau des montagnes du Caucase qui aura pour mission: i) d'établir un groupe de pression rassemblant les habitants des régions montagneuses et les organisations et les collectivités locales, aux niveaux national et international; ii) d'informer les autorités nationales, les parlements, les organisations et le public des conditions existant dans les régions montagneuses; iii) de proposer des mesures pour améliorer les conditions économiques, sociales et environnementales dans les régions montagneuses; iv) d'élaborer des stratégies pour le développement durable à moyen et long terme, et v) d'appuyer la fondation d'ONG locales qui s'occuperont du développement en montagne et aideront les populations pour les problèmes de gestion et les choix stratégiques.

Dans ce contexte, le réseau s'occupera plus spécialement: i) des moyens d'existence durables des communautés de montagne (y compris les technologies, méthodologies et stratégies d'investissement appropriées); ii) de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles de montagne (y compris les ressources biologiques et les méthodes de gestion appropriées aux risques environnementaux, aux catastrophes naturelles et à la gestion de l'eau), et iii) le renforcement des capacités institutionnelles par des ateliers, des bourses d'étude et la collecte et diffusion d'informations.

La SAB, une ONG suisse fondée en 1946, est largement connue en tant que défenseur et porte-parole des populations montagnardes rurales de la Suisse et elle a réussi à étendre ses activités au niveau international. C'est ainsi qu'elle joue un rôle actif dans Euromontana, participe comme observateur au Comité permanent et à la Conférence des ministres de la Convention Alpine et, depuis 1990, a l'expérience des projets réalisés dans les régions montagneuses d'Albanie, du Japon, de Roumanie et d'Espagne. Cette ONG financera 75% du coût total du projet.

Pays, titre et n° du don:	Honduras: Établissement de nouveaux systèmes de financement pour les tribus Tolupán (n° 192)
Montant du don du FIDA:	40 000 USD
Nom de l'ONG:	<i>Federación de Tribus Indígenas Xicaques de Yoro</i> (FETRIXY) (Fédération des tribus Xicaque de Yoro)-Honduras

Objectifs et activités:

Les conditions de vie des groupes ethniques du Honduras se caractérisent par un faible niveau d'éducation, l'absence de soins de santé et de mauvaises conditions de logement. Une sécurité alimentaire insuffisante, la dégradation du sol et de l'eau et l'isolement géographique et social contribuent à la malnutrition et, récemment, à la famine dans ces communautés. Faute d'accès aux ressources financières, les membres de la communauté ne peuvent résoudre leurs problèmes de nutrition ni exploiter les possibilités que leur offre leur écosystème local, plus spécialement les ressources naturelles, pour lancer des activités rémunératrices.

Le projet a pour objectifs premiers d'appuyer le relèvement social et productif des Tolupáns et d'améliorer leur sécurité alimentaire en créant des emplois et en augmentant leurs revenus. Plus spécialement, le projet: i) créera six caisses de crédit et d'épargne rurales pour 500 familles; ii) il apportera une formation aux méthodes participatives; iii) il organisera des réunions d'échange entre tribus aux fins d'entraide; iv) il fournira l'équipement de base pour la formation à la finance rurale, et v) il établira un système de surveillance pour comparer les connaissances et les enseignements tirés.

En ciblant les tribus indigènes les plus pauvres et les plus isolées du département de Francisco Morazán au Honduras, le projet expérimentera une méthode participative de financement rural pour le projet de fonds national de développement durable en milieu rural, dont la deuxième phase est en cours de formulation. Le renforcement des moyens d'action de ces communautés indigènes marginalisées devrait fournir des indications utiles pour la coopération avec d'autres organisations indigènes du Honduras et d'ailleurs. Le projet renforcera aussi de manière décisive l'organisation chargée de sa mise en œuvre, qui est elle-même une ONG indigène. Si cette expérience pilote réussit, sa méthodologie sera reproduite auprès d'autres tribus Tolupán afin que chaque communauté puisse établir sa propre institution d'épargne et de crédit.

Pays, titre et n° du don:	Indonésie: Renforcement des capacités à l'appui de la réalisation d'un programme de développement intégré participatif en zone non irriguée dans le contexte de l'après-crise (PIDRA) (n° 193)
Montant du don du FIDA	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	7 494 USD
ONG chefs de file:	<i>Yayasan Bina Swadaya (Bina Swadaya),</i> (Fondation pour l'accompagnement vers l'autosuffisance) <i>Pusat Pengembangan Sumberdaya Wanita (PPSW)</i> (Centre pour l'intégration de la femme au développement) <i>Yayasan Swadaya Membangun (YSM)</i> Indonésie

Objectifs et activités:

Les activités réalisées au titre de ce programme PCE se rattachent au programme de développement intégré participatif en zone non irriguée dans le contexte de l'après-crise (PIDRA), que le Conseil d'administration du FIDA a approuvé en mai 2000. Le PIDRA a pour objectif d'augmenter durablement les revenus, la production de vivres et la sécurité alimentaire. Pour y parvenir, le FIDA voudrait identifier et renforcer les capacités de trois ONG pour qu'elles puissent assumer un rôle de chefs de file dans l'exécution du PIDRA.

Étant donné que des ONG sont, pour la première fois, les principaux exécutants d'un programme du FIDA en Indonésie, une phase préparatoire de renforcement des capacités est indispensable pour que chacun des partenaires puisse apporter efficacement sa part de contribution. Les trois ONG, dont chacune est implantée dans une des trois provinces dont s'occupe le FIDA et en est responsable (Java oriental, Nusa Tenggara oriental et Nusa Tenggara occidental), coordonneront les activités de 14 ONG participant au niveau du district.

Le programme financé au titre du PCE a pour objectifs principaux de réaliser les activités préparatoires et de renforcement des capacités liées au PIDRA aux niveaux du village et de la province et d'aider à définir la zone et les groupes cibles du programme. Pour ce faire, il vise à: i) identifier les ONG participant au programme au niveau du district; ii) repérer et préparer le personnel et les bureaux du programme; iii) améliorer la perception, les connaissances et les compétences des animateurs villageois concernant les méthodes de développement de l'autosuffisance des communautés, et iv) améliorer les connaissances et compétences du personnel des ONG de district en matière de formation des instructeurs.

On utilisera des méthodes appropriées pour garantir la participation des femmes et des catégories les plus pauvres de la population. L'un des critères de sélection des ONG de district sera donc l'attention qu'elles portent aux inégalités entre les sexes.

Les ONG *Bina Swadaya* et PPSW ont participé toutes les deux au projet d'agriculture pluviale à Java Est, que reproduit le PIGRA.

ANNEXE

Région, titre et n° du don:	Afrique II: Réseau de technologie de lutte contre la sécheresse en Afrique australe (SAD-NET) (n° 194)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	137 300 USD
Nom de l'ONG:	<i>Partners in Rural Development (PRD)</i> – Canada

Objectifs et activités:

On fait de gros efforts pour accélérer le développement du secteur des communications en Afrique et pour offrir le moyen de diffuser et de faire partager l'information sur une vaste gamme de sujets. Même ainsi, l'un des plus grands défis que doit relever aujourd'hui l'Afrique australe réside toujours dans le développement et l'application des technologies d'information et de communication et l'établissement de réseaux pour répondre correctement aux besoins spécifiques des communautés rurales, en particulier celles qui vivent dans les zones exposées à la sécheresse. Étant donné que la grande majorité des populations de l'Afrique subsaharienne vivent et travaillent en milieu rural, il convient de s'occuper en priorité de cette technologie de communication et du partage de l'information.

Le présent projet pilote a pour objectif général d'établir un réseau d'information qui reliera les sources d'information sur la production vivrière à petite échelle, la gestion de l'environnement, la réduction de la vulnérabilité et la commercialisation en milieu rural avec les praticiens du développement et les communautés rurales des régions exposées à la sécheresse en Afrique australe. Cette activité régionale fera mieux comprendre comment les technologies d'information et de communication peuvent profiter aux petits agriculteurs et aux communautés rurales d'Afrique australe. Plus précisément, le projet a trois buts: i) appuyer les moyens permettant de repérer aisément les sources d'information et d'y accéder (pour renforcer la production agricole et les compétences nécessaires aux communautés rurales pour lutter contre la sécheresse); ii) améliorer la capacité des ONG à recueillir et interpréter les informations sur l'agriculture en vue de leur diffusion et de leur utilisation dans les communautés rurales, et iii) montrer comment adapter et appliquer en pratique les technologies les plus perfectionnées dans les campagnes de l'Afrique australe.

Dans un premier temps, le projet concentrera ses activités dans deux pays, la Zambie et le Zimbabwe. A plus long terme, on étudiera la possibilité de l'étendre à d'autres pays avec lesquels des synergies évidentes apparaîtront probablement, comme le Mozambique, l'Afrique du Sud et la République-Unie de Tanzanie. Il existe déjà dans la région plusieurs projets appuyés par le FIDA, que le présent projet compléterait fort bien du fait que les petits exploitants qui sont leurs groupes cibles devront avoir accès aux technologies de l'information et des communications pour bénéficier des technologies améliorées et des possibilités de commercialisation. Il s'agit des projets suivants: projet des régions arides de Nyeri (Kenya), projet d'appui aux groupes d'agriculteurs et aux communautés (Kenya), projet de Hoima et Kibale (Ouganda), projet de gestion des ressources forestières (Zambie), projet de gestion paysanne des ressources en zone sèche (Zimbabwe) et projet intéressant les zones sèches du Sud-Est (Zimbabwe).

La PRD a 30 ans d'expérience de l'auto-assistance dans les communautés rurales des pays en développement. Ayant géré plus 800 projets dans le monde entier, elle a été un partenaire très important dans la stratégie d'exécution des activités de l'ACDI ainsi que dans celle d'autres grands organismes de développement et donateurs. Elle financera environ les deux tiers du coût total du projet.

Pays, titre et n° du don: **Chine:** Méthode participative pour la planification, l'exécution et l'évaluation d'impact de projets choisis du FIDA (n° 195)

Montant du don du FIDA: 75 000 USD

Nom de l'ONG: Le Collège de développement rural/Centre pour le développement intégré de l'agriculture (CORD/CIAD) de l'Université d'agronomie de Chine – Chine

Objectifs et activités:

La méthode du diagnostic rural participatif a été introduite en Chine pour la première fois en 1998 dans le projet de développement des zones des Monts Wulin peuplées de minorités ethniques. Les conclusions du diagnostic ont été très utiles à la formulation des projets, mais il a été difficile d'appliquer cette méthode durant la phase d'exécution.

Le présent projet financé au titre du PCE remédiera à cette difficulté en perfectionnant cette méthodologie participative pour des projets choisis du FIDA, actuellement en cours d'exécution en Chine. Elle sera adaptée en particulier à la planification, l'exécution et l'évaluation d'impact des projets, et sera conçue de manière à s'assurer que les bénéficiaires deviennent peu à peu les acteurs du changement par leur participation concrète aux activités du projet.

Le projet formera les responsables du projet et le personnel des organismes d'exécution qu'il guidera dans les travaux sur le terrain pour la planification du développement des villages (PDV), l'évaluation d'impact et le développement institutionnel nécessaire aux activités participatives de suivi et évaluation (S&E), au microcrédit et à la constitution de groupements d'utilisateurs.

Selon que le projet est plus ou moins prêt pour l'adoption d'une méthodologie participative, ce qui dépend notamment de la mesure dans laquelle les bénéficiaires connaissent les méthodes de diagnostic participatif, les activités suivront l'une des trois modalités d'action prescrites, dont chacune comprend des cours en salle, de la formation et un atelier national qui sera centré sur la sensibilisation aux méthodes participatives.

Pour les projets qui n'ont pas totalement adopté les méthodes de diagnostic rural participatif lors des études de faisabilité et de la conception du projet et n'ont pas mis au point la PDV, le projet PCE introduira les méthodes participatives.

Pour les projets qui ont appliqué les méthodes de diagnostic rural participatif lors des études de faisabilité et de la conception du projet et ont mis au point la PDV, mais dont les responsables n'ont qu'une formation limitée en matière de diagnostic participatif, le projet assurera une formation aux méthodes participatives pour l'évaluation d'impact participative et le développement institutionnel en vue d'un S&E participatif.

Pour les projets dont les responsables ont reçu une formation en matière de diagnostic participatif, mais qui ont mis au point la PDV sans une réelle participation de la population bénéficiaire, les efforts seront centrés sur la PDV par des cours de perfectionnement en PDV participative et en développement institutionnel de la communauté pour le S&E participatif.

L'ONG CORD/CIAD est un institut autonome rattaché à l'université d'agronomie de Chine et elle possède une longue expérience de l'utilisation des démarches participatives pour la planification, l'exécution et le suivi des projets de développement rural. Financé à l'origine par la GTZ, le CIAD a collaboré précédemment à des projets appuyés par le FIDA en Chine, essentiellement pour le pilotage des techniques de diagnostic rural participatif et la formation du personnel de projet.

ANNEXE

Pays et titre du don:	Yémen: Renforcement des communications pour appuyer l'exécution des projets (n° 196)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	77 500 USD
Nom de l'ONG:	<i>Worldview International Foundations (WIF) – Sri Lanka</i>

Objectifs et activités:

Faute de paquets techniques et de matériel de vulgarisation adaptés à leur région, les divisions chargées de la vulgarisation dans les unités de gestion des projets au Yémen éprouvent des difficultés à fournir des services efficaces. Le présent projet vise à aider les unités de gestion de quatre projets du FIDA, en cours au Yémen, à améliorer les services de vulgarisation et de communication qu'ils proposent à leurs groupes cibles. Ces quatre projets, outre qu'ils ont des besoins en termes de renforcement des moyens institutionnels, ont en commun certaines caractéristiques concernant les activités de vulgarisation et de communication. La priorité est donnée à l'apport d'un soutien stratégique pour l'exécution de ces composantes et au ciblage des instruments afin qu'ils profitent aux plus pauvres des pauvres et en particulier aux femmes.

Cet objectif est entièrement conforme à la stratégie actuelle du FIDA au Yémen, qui tient compte du fait qu'en dépit du développement rapide enregistré au cours de la dernière décennie, le pays doit encore surmonter des obstacles d'importance pour développer ses institutions agricoles et rurales, spécialement dans le domaine des services de vulgarisation et de communication.

Le projet repose sur la production d'un matériel de vulgarisation/communication pour la recherche appliquée et le transfert de technologie axé en particulier sur la formation participative en matière de production végétale et animale, techniques de récupération de l'eau et aménagement des parcours. Les activités du projet comprennent: i) la formulation de messages de vulgarisation et de moyens de communication appropriés et l'adoption d'un système efficace de prestation-diffusion; ii) la réalisation et la distribution de messages vidéo, télévisés, enregistrés sur disques compact et imprimés, et iii) la formation des agents de vulgarisation et de communication des projets appuyés par le FIDA.

Le matériel produit étaiera la réalisation des projets en cours au Yémen, et constituera, en outre, une précieuse source d'information pour les activités futures du FIDA.

La WIF est une ONG internationale spécialisée dans la communication participative en vue de l'instauration de la démocratie et du développement durable, à l'intention expresse des groupes défavorisés. Elle a un long passé de collaboration avec les donateurs et avec les organismes externes de développement, du monde entier, et a réalisé un projet très semblable en Syrie. Elle financera un peu plus de la moitié du coût total du projet.

Pays et titre du don:	Éthiopie: Appui et prestation de services financiers pour les ruraux pauvres en Éthiopie (n° 197)
Montant du don du FIDA:	75 000 USD
Cofinancement de l'ONG:	25 000 USD
Nom de l'ONG:	Association des institutions éthiopiennes de microfinancement (AEMFI) – Éthiopie

Objectifs et activités:

En peu de temps, les institutions de microfinancement d'Éthiopie ont réussi à faire connaître le principe de la banque à une partie non négligeable des ruraux pauvres. Depuis 1996, 15 nouvelles institutions de ce type ont été constituées en bonne et due forme en Éthiopie et ont commencé à fournir des services de microfinancement. Ce phénomène, allié au constat général que le développement des institutions de microfinancement est un facteur essentiel du recul de la pauvreté dans l'Éthiopie rurale, exige la formulation d'une stratégie générale en matière d'approfondissement des connaissances et de renforcement des capacités institutionnelles afin que cette tendance se poursuive à long terme.

Le présent projet répond à cette nécessité en améliorant l'efficacité et les services d'une organisation faîtière, l'Association des institutions éthiopiennes de microfinancement, qui est le seul réseau de ce genre de quelque importance dans le pays. Grâce au présent projet, l'Association recevra le soutien technique et financier voulu pour se doter des moyens de: i) dresser l'inventaire des activités de microfinancement en Éthiopie; ii) organiser des formations et des visites d'échange pour les communautés rurales; iii) promouvoir la concertation entre les institutions de microfinancement, les décideurs et le secteur public, et iv) mettre en place une structure d'institutions de microfinancement viables à long terme en Éthiopie.

Le projet prévoit trois grandes activités: les études de faisabilité, les ateliers pour les parties prenantes et les activités de formation:

Études de faisabilité: Les études de faisabilité seront menées dans chacune des quatre régions ciblées (Afar, Benishangul, Gambella et Somalie) afin de déterminer le potentiel, la nature et l'importance des services de microfinancement qui pourraient répondre aux besoins et priorités des ménages ruraux pauvres. Chaque étude comprendra une enquête de référence sur la situation socio-économique des ménages bénéficiaires, les rapports de force entre les hommes et les femmes, les organisations sociales, la répartition de la richesse, la propriété et la maîtrise des moyens de production et les mécanismes mis en œuvre pour faire face aux difficultés. Ces études comprendront aussi un examen approfondi des entraves à la fourniture efficace des services financiers ruraux, des possibilités de mobilisation de l'épargne et du type de produits qui répond le mieux aux besoins des ménages ruraux pauvres dans les zones marginales.

Ateliers des parties prenantes: Cinq ateliers (un dans chaque région du projet et un au niveau fédéral) seront organisés pour examiner les conclusions et recommandations des études de faisabilité et dégager un consensus à leur sujet.

Activités de formation: Une formation en matière de préparation et de suivi des plans d'activité, des données de référence et des indicateurs de performance sera donnée au personnel des institutions de microfinancement.

L'AEMFI a reçu des financements et bénéficié d'une assistance technique de la Banque africaine de développement, d'*Irish Aid* et du PNUD.